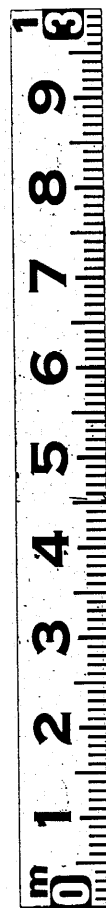


0334

79-1



D U
RETABLISSEMENT
D E
L'IMPOT.

0335

Chreyonhi' Sciences et arts Politique
N° 136

D U
RÉTABLISSEMENT
D E
L'IMPOT
DANS SON ORDRE NATUREL



YVERDON,

M. DCC. LXIX.

JE possède pour tout bien une ferme de 600 livres de rente dans une belle province de France : près de ma ferme j'ai un logement pour moi, & un jardin de peu d'étendue, mais bien cultivé. N'étant pas glorieux, aimant beaucoup la campagne & même la solitude, je me trouve fort heureux avec mes 600 livres de rente ; mais comme j'aime aussi à réfléchir dans les momens où mes travaux champêtres ne m'occupent pas trop, j'ai voulu me faire une idée bien claire de ce qu'on appelle produit net, richesse & impôt.

Je me suis dit ; pourquoi suis-je plus riche que mon fermier ? C'est que je jouis sans travailler, & qu'il ne travaille que pour me faire jouir. Si cet

(6)

homme ne travailloit pas, nous ne jouirions ni l'un ni l'autre. Si la terre ne lui rendoit exactement que ce qu'il faut pour l'entretenir lui & sa famille, on ne pourroit pas dire qu'il fût riche; on ne pourroit pas dire que la terre qu'il cultive produisît une vraie richesse; car les récoltes ne représenteroient absolument que le travail qu'elles auroient coûté. Ce qui fait ma richesse, c'est donc ce que ma terre me rapporte au-delà des frais de la culture, ce dont je jouis sans travailler.

Mais cette richesse consiste dans une certaine quantité de simples productions de la terre, que je ne puis consommer tout seul; j'ai besoin, au contraire, de denrées d'une autre espèce, & de certains ouvrages de manufactures pour me vêtir, me meubler, me

(7)

procurer plus de jouissances.

Je vend le superflu de mes denrées, c'est-à-dire, de ma richesse ou de mon produit net, & j'en achète le travail des artisans. Les artisans ne vivent donc aussi que sur le produit net; car sans ce produit je ne pourrais les faire travailler, & plus je retirerai de produit net de ma ferme, plus je pourrai occuper & faire vivre d'artisans.

Ensuite je me suis demandé : le travail de ces artisans donne-t-il réellement un produit net ? non ; car lorsque je vends pour vingt francs de chanvre à mon tisserand pour me faire de la toile, & que les frais de l'entretien que je dois lui fournir pour la façon de la toile qu'il a fabriquée, ne lui ont coûté que dix francs, il ne doit me vendre que pour trente francs de toile ; s'il m'en revend

(8)

pour trente-cinq livres, alors il est clair, ou que je lui ai fait trop bon marché de mon chanvre, ou que je lui ai payé son travail trop cher; cet homme-là ne s'est donc enrichi qu'à mes dépens; cette richesse n'est donc point née réellement de son travail; elle existoit pour moi auparavant.

Mais qui réglera les frais de l'entretien que je dois fournir à ce tisserand, ou le salaire de son travail? La concurrence. Le revenu des artisans, de même que celui du fermier, ne représente donc essentiellement que leur travail; ils ne possèdent donc essentiellement aucune richesse. Il n'y a donc de richesse réelle que les productions du sol, quand on en a prélevé les frais & les avances de la culture: il n'y a donc de riche que moi propriétaire.

(9)

Mors je crus comprendre ce que c'étoit que richesse & produit net.

Mais qu'est-ce que l'impôt? me suis-je encore demandé: l'impôt, est sûrement un droit du Souverain; car il y en a d'établis dans tous les pays du monde & dans toutes sortes de gouvernemens. Quelle peut être l'origine de ce droit? la nécessité de pourvoir à la sûreté de l'Etat & des citoyens: ce qui exige des dépenses. Mais sur quel objet le Souverain prélèvera-t-il les fonds nécessaires à ces dépenses? Ce ne peut pas être sur le travail des cultivateurs, car je viens de voir que ce travail ne leur fournit que leur subsistance; ce ne peut pas être non plus sur le travail des artisans, car je viens de voir qu'ils sont à cet égard dans le même cas que le cultivateur; c'est

(10)

donc sur le revenu net, qui, comme je viens de le voir, passe tout entier au seul propriétaire. Sans doute, car je sens que le Souverain peut me dire à moi & aux autres propriétaires : vous jouissez d'une telle somme de revenu, & vous vous en servez pour vous procurer des habits, des fouliers : mais j'ai besoin aussi d'habits & de fouliers, pour équiper des soldats qui défendent votre héritage ; il faut que je fournisse des habits & des fouliers aux magistrats qui jugent vos procès ; il faut donc que vous cédiez une partie de votre revenu pour vous assurer la propriété & la jouissance du reste : j'aurai soin seulement de n'avoir que le nombre nécessaire de soldats & de juges, afin de vous laisser jouir de vos revenus dans toute l'étendue que

(11)

le pourra permettre notre sûreté commune.

Sûrement, voilà, me suis-je dit, l'origine, le but & la nature de l'impôt ; & je conclus que le gouvernement avoit le plus grand intérêt à l'augmentation du produit net des terres ; puisque c'est la seule richesse commune dont il peut disposer à proportion de ses besoins.

Cependant, pour m'assurer que je ne me trompois pas, je voulus communiquer ces idées à mon fermier ; c'est un homme de bon sens & honnête dans sa simplicité.

Monsieur, me dit-il, il faut que ce que vous voulez m'expliquer soit vrai, car il me semble que je l'entends : mais dans ce cas-là, pourquoi me faire payer la taille, à moi ? Ou pourquoi

(12)

du moins, lorsque le prix de ma ferme reste toujours le même, mon taux de taille varie-t-il suivant la fantaisie des collecteurs ? Cette incertitude m'inquiète & me dégoûte de mon travail.

Mais, lui dis-je, si tu étois assuré de ne payer jamais que le même taux de taille, tu te trouverois donc bien heureux.

Oh ! sans doute, je le ferois & vous y gagneriez vous-même autant que moi ; car j'aimerois mieux, Monsieur, vous donner cent francs de plus de votre ferme, que d'être sujet à la taille, comme je le suis aujourd'hui.

Eh bien ! repris-je, ne pourroit-on pas fixer la taille de la paroisse à une certaine somme pour toujours, & la répartir ensuite à proportion de la valeur des fermes ?

(13)

Ah ! vraiment, Monsieur, vous avez raison ; si la taille étoit ainsi fixée, si chacun étoit sûr au moins de n'être pas augmenté à proportion plus que son voisin, je ferois à votre terre bien plus d'améliorations, je la cultiverois avec bien plus de foin, je ferois plus tranquille, & vous seriez plus riche.

Je sentis d'après les propos de ce bon homme, que l'état de gêne & d'incertitude, où l'arbitraire de la taille retenoit les fermiers, étoit peut-être la cause d'une diminution considérable dans le produit net des terres : je commençai à soupçonner, que la capitation & les droits sur les consommations imposant les mêmes entraves à l'industrie & au commerce, devoient faire le même tort aux revenus des propriétaires. Je m'amusai à y rêver pendant

(14)

huit ou dix ans ; j'étendis mes idées & mes réflexions , & je les mis en ordre , comme on va le voir dans les Chapitres suivans.



I D É E

DE CET OUV R A G E.

*O*N veut prouver que tous les impôts établis aujourd'hui , retombent sur les propriétaires des terres.

Qu'ils causent un préjudice considérable à l'agriculture , au commerce & à l'industrie.

Qu'il seroit infiniment plus avantageux pour les propriétaires & pour l'Etat , de reporter tous ces impôts sur les terres.

On examine ensuite les moyens de répartir la masse de tous ces impôts , proportionnellement à la valeur des fonds.

AVANT PROPOS.

Chez toute nation qui tire sa subsistance & sa richesse de la culture de ses terres, la société politique se trouve partagée en deux seules classes de citoyens : les propriétaires des terres d'une part, de l'autre tout le reste de la société. Les propriétaires fournissent le fond de leurs terres aux autres citoyens, ceux-ci ne subsistent que du travail qu'ils font en toute manière sur ce fond. Plus on fait de travail sur les terres, plus elles donnent de productions ; plus on travaille ces productions, plus elles acquièrent de débit & de valeur dans le commerce. De là s'établit cette dépendance mutuelle

* *

AVANT

18 AVANT PROPOS.

qui lie tous les membres de l'Etat.

Le cultivateur fait naître les denrées ; le manufacturier, l'artisan, en multiplient les usages, en étendent la consommation ; le marchand, le négociant, en facilitent la vente & les échanges. Le cultivateur, le négociant, le marchand ne font donc que les agens, les entrepreneurs du propriétaire ne font occupés qu'à augmenter ses revenus ou ses jouissances.

Ces agens ne subsistent eux-mêmes que sur le produit des terres ; le propriétaire est censé dire au manufacturier & au négociant, fabriquez, échangez mes denrées, je consens que vous gagniez tant sur le commerce que vous en ferez ; c'est-à-dire, je vous en abandonnerai une telle portion pour votre

AVANT PROPOS. 19

subsistance & pour récompense de votre travail.

Le cultivateur nourrit l'artisan ; l'artisan fournit des outils au cultivateur ; mais c'est toujours le propriétaire, qui du produit de ses terres, nourrit & entretient réellement l'un & l'autre.

Un propriétaire riche qui échange les denrées provenant de ses terres pour de l'argent, & qui de cet argent achète des habits, des meubles, des étoffes, &c. pourroit, au lieu de cet échange, entretenir chez lui avec ces denrées mêmes, des fabricants, des tailleurs, des ouvriers de toute espèce. Si tous ces agens habitoient chez ce propriétaire, & qu'ils fissent partie de sa maison, on n'auroit pas de peine à sentir que leur consommation est faite

20 AVANT PROPOS.

à ses frais & pour son compte. Les choses paroissent sous un autre aspect dans la société, cependant c'est uniquement pour la facilité du commerce, & pour la commodité des petits propriétaires, qu'il y a des marchands & des ouvriers, qui sont en quelque sorte aux gages du public, comme ils pourroient l'être aux gages d'un seul grand propriétaire. C'est donc le propriétaire qui entretient seul les agens, & qui consomme en conséquence le résultat de leur travail.

Ceci est encore vrai même à l'égard du commerce extérieur; car si le propriétaire François, par l'entremise des négociants, échange du bled contre du café, des draps pour des pelleteries, de la laine pour de la soie, des étoffes

AVANT PROPOS. 21

pour du plomb; non-seulement c'est lui qui consomme ces denrées étrangères, mais c'est encore lui qui fournit à la consommation de toutes celles qui sont employées pour la nourriture & l'entretien des négociants, armateurs, matelots, qui lui ont procuré ces échanges.

Quelques Etats en Europe, des villes en Allemagne & ailleurs, s'enrichissent uniquement par le commerce, sans posséder un sol assez étendu pour pouvoir en fournir la matière; mais ces peuples ne s'enrichissent ainsi que par ce qu'ils vendent plus cher aux propriétaires d'un pays, ce qu'ils ont acheté aux propriétaires d'un autre. Ils ne sont dans l'Europe ou dans l'univers, que ce que les marchands & les

22 AVANT PROPOS.

ouvriers d'une grande nation, sont à l'égard de cette nation : ce ne sont, en quelque sorte, que des sociétés de négociants qui vivent aux dépens de la communauté universelle. Comme les revenus du sol sont presque comptés pour rien, dans ces sortes de gouvernemens, les principes de leur administration, ne peuvent avoir de véritable rapport avec ceux que doit suivre une nation propriétaire d'un immense territoire ; car au moyen de son seul travail, cette dernière peut se procurer les plus grandes richesses, & la plus grande sûreté, c'est-à-dire, atteindre au véritable but de toute société politique.

Dans tout Etat agricole, on doit donc considérer le propriétaire des terres comme dépositaire, en quelque sorte,

AVANT PROPOS. 23

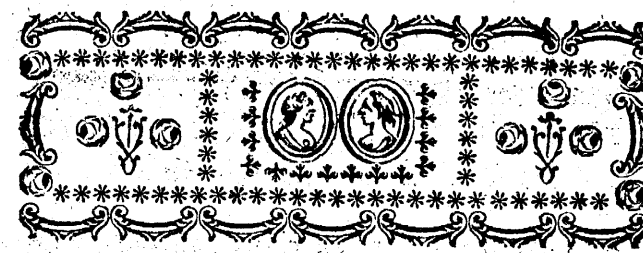
de tout le revenu de la nation, & comme le seul consommateur de toutes les denrées & marchandises cultivées & manufacturées dans l'intérieur de l'Etat, introduites même par le commerce extérieur. Or d'après ce principe, je dis que tout impôt de quelque nature qu'il soit, doit retomber en dernière analyse sur le propriétaire des terres.



APPROBATION.

J'ai lu un manuscrit intitulé: *Du rétablissement de l'Impôt dans son ordre naturel*, & je n'y ai rien trouvé qui puisse en empêcher l'impression. A Yverdon le 8. Mars 1769.

D. VERDELHAN *Censeur.*



D U
RÉTABLISSEMENT
DE L'IMPOT
DANS SON ORDRE NATUREL

CHAPITRE PREMIER.

Que tout impôt de quelque nature qu'il soit, retombe sur les propriétaires des terres.

Tous les impôts qui sont en usage aujourd'hui en France, & dans tous les autres gouvernemens de l'Europe, se réduisent à quatre especes qui comprennent à peu près toutes les autres.

A

2 Rétablissement de l'impôt

- 1°. La taxe sur le produit des terres.
- 2°. La taxe personnelle.
- 3°. La taxe sur les consommations.
- 4°. Les droits sur les entrées & sorties de certaines marchandises.

On ne peut douter que la taxe directe ou indirecte, même sur le produit des terres, ne retombe sur le propriétaire. Il n'est pas difficile de sentir qu'un fermier qui paie cent écus de taille & de capitation, donne ces cent écus de moins au propriétaire.

Toutes les autres impositions sont encore payées directement par les propriétaires des fonds, comme par les autres citoyens; il est donc question de prouver seulement que ce que ceux-ci paient directement de ces impositions, retombe toujours par contre-coup & en dernière analyse sur les premiers.

dans son ordre naturel.

ARTICLE PREMIER.

Que la taxe personnelle des Agens retombe sur le propriétaire des terres.

J'ai prouvé que c'est le propriétaire seul, qui, du produit de ses fonds nourrit & entretient les agens; ceux-ci doivent en conséquence lui rendre leur travail en échange; ce travail fait ainsi partie du revenu dû propriétaire, ou des jouissances que doit lui procurer son revenu.

Le propriétaire, au lieu de fournir directement ses denrées aux agens pour obtenir leur travail, échange ordinairement ces denrées pour de l'argent, & de cet argent il paie les salaires aux agens qui lui vendent leur travail: mais ceci ne change rien à l'ordre économique que j'ai décrit. Les salaires des

4 *Rétablissement de l'impôt*

agents ou leur travail doivent toujours être considérés comme faisant partie du revenu du propriétaire. Or la taxe personnelle sur les agents, n'est qu'un droit établi par le Souverain sur leur travail, ou sur les salaires qui le représentent. Cette taxe prive donc le propriétaire d'une partie du travail des agents, c'est-à-dire, de son revenu; cette taxe retombe donc sur lui par contre-coup.

Je suppose que le Souverain leve une taxe de cent sols par tête sur tous les ouvriers qui travaillent dans les fabriques; alors chacun de ces ouvriers est obligé d'employer le salaire d'un certain nombre de jours de travail pour acquitter sa taxe; mais qui nourrira & entretiendra ces ouvriers pendant le tems, où ils ne gagneront que de quoi payer leur imposition? Il faudra donc

dans son ordre naturel.

qu'ils vendent le reste de leurs tems assez cher, pour pouvoir s'entretenir durant cet intervalle: le propriétaire avec les mêmes salaires n'obtiendra donc plus des agents la même quantité de travail; leur taxe retombera donc sur lui.

On ne peut pas dire que le propriétaire vendra aussi ses denrées plus cher, car les ouvriers seroient encore obligés de renchérir leur travail à proportion; ainsi le propriétaire n'y gagneroit rien.

Dira-t-on que ces ouvriers travailleront davantage le reste de l'année, afin de pouvoir gagner à la fois leur subsistance, & de quoi satisfaire encore à leur taxe? Mais il s'ensuivroit que plus on mettroit d'impôt & plus le travail augmenteroit; ce qu'il n'est pas possible de supposer.

• *Rétablissement de l'impôt*

Le négociant & le marchand sont dans le même cas que les ouvriers ; ils sont censés travailler également pour le compte du propriétaire ; le gain qu'ils peuvent faire représente le salaire des simples artisans ; ce salaire est plus considérable , parce que le travail est plus important : si on impose une taxe sur la personne du négociant , il faudra qu'il augmente son gain à proportion ; autrement il n'auroit plus un intérêt suffisant pour suivre son travail. Il faut au commerçant un fond d'argent plus ou moins considérable pour acheter les marchandises , & procurer par-là au propriétaire les échanges qui donnent à ces denrées toute la valeur dont elles sont susceptibles ; il court des risques , il faut donc que le propriétaire lui accorde un gain proportionné à ces risques.

dans son ordre naturel.

7

Mais , dira-t-on , un négociant qui possède un million d'argent comptant , & qui en tire dix pour cent dans son commerce , ne payera donc point d'impôt ? Non , sans doute ; car ce n'est point l'impôt qui l'empêchera de faire le même gain , & la raison en est bien simple. Les grandes entreprises de commerce ne se peuvent faire qu'avec un grand fond d'argent comptant , que peu de gens possèdent : pour conduire ces fortes d'entreprises , il faut des connoissances & un travail dont tous les hommes ne sont pas capables ; il faut risquer sa fortune ; beaucoup de gens aiment mieux en jouir que de la risquer pour l'augmenter ; les entrepreneurs sont donc rares ; ils doivent donc se faire payer fort cher ; ils sauront donc se faire dédommager de la taxe , que

A 4

8 *Rétablissement de l'impôt*

l'on voudroit leur imposer.

D'ailleurs, faut-il fonder les principes de l'œconomie politique sur des phénomènes & des cas particuliers ? Si quelques négociants font de grandes fortunes, il y en a peut-être plus encore qui se ruinent & font banqueroute. Il n'y a donc dans tout cela qu'un principe qui soit généralement vrai : c'est que la concurrence doit établir les profits du commerce & de l'industrie au plus bas prix possible ; l'impôt ne peut donc rien prendre sur ces profits. Enfin, il faut que le négociant gagne tant pour cent dans son commerce ; arrangez les choses comme vous voudrez, mais ou il n'y aura point de commerce, ou il gagnera tant pour cent : & si la concurrence est une fois parfaitement établie, le négociant gagnera tout ce

dans son ordre naturel. 9

qu'il doit gagner, & ne gagnera jamais davantage.

ARTICLE II.

Que la taxe sur les denrées & consommations retombe sur le propriétaire des terres.

Chaque portion des productions de la terre, que consomment les agens, représente une portion de travail qu'ils doivent rendre en échange au propriétaire. L'impôt sur ces productions enlève une partie aux agens ; ils ne peuvent donc plus rendre au propriétaire la portion du travail, qui correspond à la partie de ces productions enlevée par l'impôt.

Un propriétaire a dix pièces de vin ; elles valent cent francs chacune ; il peut donc obtenir des agens pour mille francs

10 *Rétablissement de l'impôt*

de travail, en leur donnant ces dix pièces de vin. Mais si l'on met un impôt de dix livres sur la consommation de chaque pièce de vin, cet impôt enlèvera, par conséquent, au profit du Souverain, la dixième partie du vin ou une pièce sur dix; le propriétaire ne pourra donc plus obtenir des agents, que le travail représenté par neuf pièces de vin. Que cet impôt prenne la dixième partie du vin dans le cellier du propriétaire, ou sur la consommation des agents, il est toujours certain que ceux-ci ne pourront rendre de travail au propriétaire, que pour neuf pièces de vin, autrement ils donneraient le reste gratis.

Même raisonnement à l'égard de toute marchandise de main d'œuvre. Les agents ont besoin de foulards pour se

dans son ordre naturel. 11

chauffer, & de draps pour se vêtir, comme de vin & de pain pour se nourrir; si l'impôt leur enlève une partie de leurs foulards ou de leur habit, ils ne pourront donc plus fournir aucun travail au propriétaire pour cette portion de leur vêtement qui leur est enlevée.

A la vérité le Souverain ou ses préposés, auxquels passe le produit de l'impôt, pourront rendre aux agents la partie de leur nourriture, ou de leur entretien, qui leur a été enlevée par l'impôt; mais il est clair qu'alors le Souverain ou ses préposés obtiendront le travail, que les agents ne doivent essentiellement qu'au propriétaire.

Cette dixième pièce de vin que le Souverain a enlevée aux agents, qu'en fait-il? Il la donne à ses préposés: ceux-ci qu'en font-ils? Ils la rendent aux

agents, & ces agents leur rendent le travail représenté par la piece de vin.

A R T I C L E III.

Que les droits sur l'importation & exportation des Marchandises retombent sur les propriétaires des terres.

Cette méthode en usage chez les différentes nations de l'Europe, d'imposer des droits souvent exorbitans, qui gênent entr'elles le commerce de toutes les marchandises, est-elle bien en elle-même conforme aux vues d'une saine politique? Ces especes de prohibitions ont-elles autant de poids qu'on se l'imagine, pour faire pancher d'un côté ou d'un autre la balance du commerce? Cette balance ne dépend-elle pas plutôt de la fertilité naturelle du sol des différents Etats, de l'industrie

du travail, de la sobriété des habitans, enfin d'une bonne administration intérieure?

Les différentes nations en cherchant avec trop d'avidité à envahir ou à ruiner le commerce de leurs voisins, ne contribuent-elles pas elles-mêmes au dépérissement de leurs propres richesses? Ne renversent-elles pas ainsi les premières, les plus naturels principes du commerce, uniquement fondés sur la communication la plus étendue des besoins réciproques, & sur l'avantage qui doit en résulter également de part & d'autre?

Quoi qu'il en soit, la question sur l'utilité ou l'inutilité de ces droits pour le bien du commerce, ne touche point assez * le fond de mon sujet pour

* Cette question a été examinée à fond &

14 *Rétablissement de l'impôt*

m'y arrêter : il me suffit de considérer ici cette forte d'impôt, par rapport à l'influence qu'il peut avoir sur les propriétaires des terres.

On comprendra sans peine, que les droits sur l'exportation des produits de la terre, tels que les bleds, les vins, &c. retombent sur les propriétaires : puisque le montant de ces droits forme une partie du prix de ces denrées, qui est payé à l'Etat, & non aux particuliers propriétaires.

A l'égard des mêmes droits établis sur l'exportation des manufactures, l'impôt pris sur elles n'est également qu'une partie du prix de la matière première, & des autres produits de la terre, qui sont entrés dans ces manufactures. M. D. L. R. depuis que ceci est écrit.

dans son ordre naturel. 15

factures pour la forme, c'est-à-dire, pour la nourriture & l'entretien des ouvriers & fabricants ; cette portion du prix est enlevée de même par le Souverain, & retranchée par conséquent du revenu du propriétaire.

Mais si d'un côté l'impôt établi sur les marchandises qui sortent du Royaume, fait perdre au propriétaire sur la vente qu'il en fait aux étrangers, l'impôt sur les marchandises étrangères qui entrent, retombe de même sur le propriétaire qui est censé les consommer ; puisque leur prix est augmenté nécessairement de tout le montant de l'impôt.

Le propriétaire supporte donc seul encore les droits sur le commerce extérieur dans tous les cas ; car les profits du négociant feront toujours les

16 *Rétablissement de l'impôt*

mêmes, à moins que la gêne & la surcharge des droits n'occasionne la diminution du commerce en général; ce qui entraîneroit une perte aussi ruineuse pour le propriétaire, que pour le négociant.

Resteroit à examiner l'effet de ces droits sur le commerce d'œconomie, qui consiste dans l'achat de certaines marchandises chez les étrangers, pour les revendre à d'autres étrangers; il faut convenir, sans doute, que les bénéfices de ce commerce important paroissent appartenir uniquement aux négociants qui s'y appliquent; mais il faut considérer aussi, que cette espèce de revenu dans un Royaume opulent par lui-même, est une plante si délicate qu'il est difficile d'y toucher sans la flétrir; comment imposer ce commerce

dans son ordre naturel. 17

merce sans l'anéantir absolument? Ces bénéfices d'ailleurs ne peuvent manquer de revenir aux propriétaires des terres, par la consommation qu'occasionnent les agens de ce négoce.

Je n'entreprendrai point de faire l'application de ces idées au commerce de nos colonies, il me paroît trop difficile de raisonner avec quelque solidité sur ces établissemens; la plupart semblent aujourd'hui, à l'égard de toutes les puissances de l'Europe, formées sur un plan absolument contraire au but que l'on devroit se proposer; ainsi il n'est pas surprenant que l'on trouve tant de contradictions dans les principes qui les regardent. A cela tout ce que je pourrois dire, c'est que quand tout le monde a tort, tout le monde a raison.

B

Le raisonnement & l'expérience de tous les tems prouvent, que lorsqu'un Etat a acquis une certaine étendue déterminée par la nature des choses, plus il cherche à concentrer sa puissance au dedans de lui-même, plus il doit acquérir de force & de grandeur réelle. Dire qu'il faut qu'une nation fasse tout le commerce qu'elle peut faire, c'est, ce me semble, ne rien dire du tout; car il est toujours question de favoir, quel est le commerce qu'une nation peut faire sans nuire à un autre commerce, qui est plus propre & plus avantageux à sa situation.

Il est inutile que je parle de quelques autres impôts, tels que les contrôles, centieme denier, &c. qui tombent à plomb principalement sur les propriétaires, & à l'égard desquels il

fera facile de faire l'application des mêmes raisonnemens, dont je me suis servi jusqu'ici.

CHAPITRE II.

Des inconvénients de la taxe Personnelle.

EN 1748. Le Maréchal de Saxe étoit aux portes de la Hollande avec une armée prête à y entrer : un François qui se trouvoit pour lors à Amsterdam, plaignit un négociant Hollandois de ce que son pays, son commerce alloient être envahis par les François : pour le pays, dit le Hollandois, à la bonne heure; mais pour notre commerce, il se trouvera toujours par-tout où seront les Hollandois.

En effet, le négociant par la nature de son état, n'est pas plus attaché à un pays qu'à un autre ; transportez-le à Paris, à Londres, à Amsterdam, à Bengale, à Batavia, avec son argent & ses lumières, par-tout il peut atteindre à son but, qui est la fortune. Il en est de même de l'artisan, du fabricant & de l'ouvrier : avec leur industrie, ils sont certains de trouver par-tout leur subsistance, & quelquefois même plus sûrement ailleurs que dans leur propre pays.

Ils ne sont point par la nature de leur état essentiellement citoyens de la société politique dans laquelle ils vivent : ce n'est donc pas d'eux qu'il convient de demander directement des secours pour la conservation.

Au contraire, le propriétaire des ter-

res, attaché au sol dont il tire sa subsistance, est lié nécessairement à la société qui lui en assure la propriété & la jouissance. Les besoins de l'Etat sont ses propres besoins ; c'est donc à lui d'y pourvoir directement.

L'impôt personnel qui porte indistinctement sur toutes les classes & les particuliers de l'Etat, qui confond le propriétaire & ses agens, le citoyen & celui qui vit seulement dans la cité, est donc contraire à l'ordre naturel de la société : *premier inconvénient*, le moins frappant peut-être, mais que l'on doit cependant regarder comme le principe de tous les autres.

Second inconvénient. Cet impôt ne peut s'asseoir que relativement à la fortune des contribuables : mais qu'est-ce que la fortune d'un marchand, d'un

ouvrier, d'un artisan qui ne possède aucun fond réel ! C'est un objet vague que personne ne peut connoître, pas même le négociant, ni l'artisan lui-même ; ils ne savent jamais ce qu'ils peuvent gagner dans leur travail ou dans leurs différentes entreprises : les circonstances du commerce & du débit reglent tout ; ils sont riches aujourd'hui & seront peut-être pauvres demain. Lorsque l'on impose tant sur le négociant à raison du gain qu'il peut faire dans son commerce, il faudroit donc le lui rendre, lorsqu'il vient à perdre ; il faudroit donc estimant sa fortune présente, estimer aussi les risques, les hazards, les banqueroutes qui peuvent la lui enlever. On ne peut donc s'assurer de la valeur de l'objet sur lequel la taxe personnelle est im-

posée : que dis-je ? de l'existence même de l'objet ; car bien des gens, en France, paient des taxes sur une fortune qu'ils n'ont certainement pas. Cet impôt est donc essentiellement arbitraire.

Mais, me direz-vous, les marchandises qu'un négociant garde dans les magasins, ou qu'un marchand a dans sa boutique, ne forment-elles pas un fond aussi réel qu'un fond de terre ?

Non, sans doute, ces choses sont d'une nature bien différente. Les marchandises du négociant ne produisent par elles-mêmes aucun accroissement de revenu ; elles ne peuvent procurer quelque profit au négociant que par l'échange perpétuel qu'il en fait ; mais cet échange n'est établi que pour le profit du propriétaire des terres, puis-

que sans le commerce, il n'auroit point de revenu : le gain fait sur ces échanges, est pris sur le revenu du propriétaire, fait partie de ce revenu, ou du moins des frais nécessaires pour l'entretenir & le faire valoir. Ce gain n'est donc point une richesse disponible, ni susceptible par conséquent d'être imposée.

Troisième inconvénient. Suivant l'ordre naturel du commerce, la fortune d'un artisan ou d'un négociant est la mesure & la récompense de son travail & de son industrie; c'est donc précisément sur le travail & l'industrie que la taxe personnelle est assise; c'est à proportion du travail & de l'industrie qu'elle est levée. En conséquence, l'ouvrier laborieux, le commerçant actif, l'artiste industriel, sont obligés de payer la taxe de l'ouvrier indolent, de

l'artiste mal-adepte, du commerçant imprudent ou sans intelligence. Comment pourroit-on espérer avec de pareils moyens animer le travail, encourager l'industrie, favoriser le commerce?

C'est en vain que l'on voudroit, par des privilèges, par des encouragemens particuliers remplacer la récompense du travail, ce ressort puissant qui fait mouvoir tous les ordres, tous les particuliers d'une nation & tous les peuples de l'univers; ces ressources forcées augmentent le mal, au lieu de le guérir, en détruisant encore ce principe d'activité qui doit tout entraîner d'une seule impulsion.

L'impôt sur les cultivateurs paroît d'abord avoir une base plus sûre, que celle du travail des autres agens de l'industrie; parce que l'on s'imagine

ordinairement que le prix des baux, est la règle proportionnelle de l'imposition des fermiers ; mais dans le fait, cette règle est tellement variable elle-même, que l'on peut regarder aujourd'hui cette espèce de taxe comme purement personnelle & arbitraire.

Les taxes des différentes Elections & des Paroisses, & par conséquent celles des différents contribuables, changent à chaque département de l'Intendant ; tant de circonstances influent sur ces taux, qu'il n'est pas possible d'y établir une proportion stable. Un fermier ne fait jamais au commencement de l'année ce qu'il payera à la fin, ou du moins dans l'année suivante. Dans le cours d'un bail de neuf ans, il a ordinairement payé neuf taux de taille différents ; cependant il a toujours payé

le même revenu de la ferme au propriétaire.

Au moyen des idées chimériques que l'on s'étoit forgées autrefois sur l'impôt, on a trouvé moyen de distinguer trois objets de taxe différens dans une seule personne ; c'est-à-dire, la taille purement personnelle, la taille à raison de l'exploitation, & la taille à raison du commerce que peut faire le fermier. Il est certain que tant que l'on voudra confondre ainsi les objets & les idées, il est de toute impossibilité que le gouvernement trouve le remède qu'il cherche au désordre qu'il voit régner dans cette partie.

Que l'on demande dans telle paroisse combien de taille doit payer une ferme de 600 liv. de produit, combien doit payer un homme qui jouit de cent pis-

toles de rente en terres ; quelle est en un mot la règle par laquelle on peut juger qu'un homme est trop ou trop peu imposé ; personne ne peut répondre , personne ne peut décider.

Cependant, il y a deux proportions bien essentielles à observer dans la répartition de cette taxe.

1°. Celle qu'elle doit avoir avec l'état des contribuables entr'eux , pour que les uns ne paient pas plus que les autres ; voilà la justice distributive ; or quelle règle pour établir cette justice ?

2°. La proportion de la taxe en elle-même avec les facultés réelles de chaque contribuable en particulier : car si la taxe en elle-même est trop forte respectivement à ces facultés, dès-lors ruine absolue du cultivateur, dès-lors

dépérissement progressif dans la culture, & par conséquent dans le revenu du Souverain & de la nation.

Comment les fermiers pourroient-ils se livrer aux dépenses & aux travaux nécessaires à l'accroissement de leurs fermes, s'ils sont toujours dans l'appréhension que ces dépenses & ces travaux, ne servent de prétexte pour augmenter leur taxe dans une plus grande proportion peut-être, que le produit de ces dépenses ? Exposés souvent à des furtifs inattendus, ils sont obligés d'en prendre le paiement sur les avances nécessaires à la culture ; d'où naît un dépérissement progressif qui tend à réduire la plupart des terres en non valeur absolue.

Comment des gens qui auroient les fonds nécessaires pour les avances con-

fidérables d'une grande ferme, oferoient-ils avec si peu d'espérance de profit, les exposer au hazard de fervir, en quelque forte, de caution à tous les mauvais contribuables d'une Paroisse, qui ne cherchent qu'un homme un peu plus à son aise, pour lui faire supporter tout le fardeau dont ils sont surchargés ? Comment peut-on espérer que les terres seront cultivées, si la sûreté & la douceur de l'état du fermier, n'engagent pas les gens aisés à porter dans cet emploi la richesse, qui peut seule faire réellement fructifier l'agriculture ?

Le propriétaire est découragé par les mêmes raisons, effrayé par la crainte de devenir la victime de la vengeance de ses égaux, ou de l'injustice de ses supérieurs, il se réfugie dans les villes,

il abandonne sa terre à des colons qui ne peuvent jamais avoir la même affection pour un bien qu'ils ne possèdent que précairement ; il perd ainsi le goût de la propriété, premier principe de l'amour de la patrie ; il trouve qu'il n'y a rien de bon que de placer son argent à intérêt ; c'est-à-dire, de vivre aux dépens d'autrui.

Enfin, les personnes sont sujettes à changer d'état & de lieu. Quel embarras pour faire que l'impôt les suive ainsi dans les différens passages d'un lieu, d'un établissement à un autre. Quelle gêne n'en résulte-t-il pas pour les habitans des villes & des campagnes ? Combien de formalités & de frais pour constater ce changement de domicile, & pour éviter de payer deux fois la même taxe en deux différens endroits.

CHAPITRE III.

Des inconvéniens de l'Impôt sur les denrées, marchandises & consommations.

IL est inutile d'indiquer par aucun détail particulier, comment la perception sur les denrées, marchandises & consommations surcharge & embarrasse le commerce; je ne répéterai point les vaines déclamations qu'on s'est permises sur ce sujet, il suffit de remarquer que cette perception, quelle qu'elle soit, exige nécessairement des formalités, des frais, pour reconnoître, estimer, peser, &c. ces marchandises; ces formalités occasionnent nécessairement des discussions, des procès, des retardemens & de l'embarras au commerce; &

& par conséquent un surcroît arbitraire à la valeur réelle des marchandises qui tourne en perte absolue pour le commerce.

Mais cet impôt par sa nature, qu'est-ce autre chose qu'une augmentation arbitraire de la valeur des marchandises, qui tend perpétuellement à renverser l'ordre & l'harmonie que le commerce cherche à établir?

Les productions de la terre, comme celles de l'industrie, ne deviennent de vraies richesses, que par l'usage & la consommation qu'on en peut faire; la consommation ne peut s'en faire que par la facilité de les échanger les unes contre les autres.

La circulation & l'échange des différentes denrées & marchandises sont facilitées par l'ordre du commerce, en ce que la valeur relative de ces den-

rées & marchandises, est toujours déterminée dans le commerce par leur abondance plus ou moins grande, toutes choses égales d'ailleurs : le cours du commerce faisant ainsi baisser le prix d'une denrée, à proportion de son abondance, il la met ainsi à portée d'être échangée contre d'autres marchandises, sans aucune perte pour le commerce & pour la société.

L'impôt sur les denrées & marchandises est, au contraire, un taux fixe qui ne varie jamais, quelque soit d'ailleurs l'abondance de ces denrées ; il doit donc former un obstacle perpétuel au commerce & à la consommation, décourager l'industrie, & anéantir une bonne partie des revenus & des richesses de l'Etat.

Qu'il se présente dix mille paires de

bœufs aux portes de Paris pour la consommation des habitans, ou qu'il ne s'en présente que six mille ; qu'il se présente cinq cens quintaux ou cinq cens pieces de marchandises ou de denrées quelconques, ou qu'il ne s'en présente que cent, l'impôt fera toujours le même sur chaque paire de bœufs, sur chaque piece ou quintal de denrées ; il en fera de même à toutes les douanes & à tous les bureaux & barrières du dedans & du dehors du Royaume. Qu'il s'y présente une piece d'eau-de-vie dans une année où elle vaut 50 livres ; elle payera les mêmes droits que dans une année où elle vaut 120 livres : la piece de vin de Bourgogne qui vaut deux ou trois cens liv. & la piece de vin d'Orléans qui n'en vaut que vingt, payeront des droits égaux.

Mais suivant l'ordre & la nature du commerce, lorsqu'il se présente plus de denrées au marché, le prix doit en diminuer à proportion; lorsque la denrée est d'une qualité supérieure, quoique de même nature, le commerce fait y proportionner le prix; l'impôt devrait donc aussi se prêter à ces variations, autrement il forme un obstacle qui doit arrêter la consommation, & troubler l'ordre du commerce.

Qu'on ne dise pas que la rédaction des tarifs peut remédier à ces inconvénients, le vice est dans la chose, & quelque remède qu'on y apporte, on ne le déracinera qu'en détruisant la chose même.

Cette méthode d'imposition très-bonne pour empêcher & arrêter la consommation des denrées étrangères

dans le Royaume, est employée également sur la consommation même des denrées dans l'intérieur; elle ne peut manquer de produire un effet tout semblable, c'est-à-dire, d'anéantir ces consommations.

Je ne parle point ici de l'excès de ces droits, je n'examine que leur nature; faites que l'imposition soit aussi modérée qu'il est possible, elle aura toujours cet inconvénient de ne pouvoir se prêter aux variations du commerce; elle fait en quelque sorte la règle du commerce, & le commerce ne fait pas la sienne.

Ce qu'il y a de plus affligeant dans ce genre d'impôt, c'est que les droits les plus considérables en tombent souvent sur les pauvres, beaucoup plus que sur les riches. Les gros droits sur

les vins sont payés dans les Provinces, par les gens qui le débitent en détail; or les pauvres ne peuvent acheter du vin qu'au cabaret & à petite mesure, n'ayant pas la facilité d'accumuler la somme nécessaire pour acheter tout d'un coup un tonneau, ni même une pièce de vin; les gens aisés, au contraire, qui peuvent faire transporter chez eux tout à la fois un ou plusieurs tonneaux de vin, ne paient qu'un droit d'entrée médiocre, en comparaison des droits sur la vente en détail.

Enfin les gens riches & opulens ne paient pas plus sur l'entrée des meilleurs vins de Bourgogne & de Champagne, que les gens du commun sur le vin le plus médiocre; que devient la proportion que le commerce doit

mettre dans la répartition de l'impôt?

Il en est de même à l'égard du sel; le paysan est naturellement dans la nécessité d'en employer autant & plus à proportion que le bourgeois; il n'y a que l'extrême cherté que l'impôt donne à cette denrée, qui puisse en anéantir la consommation dans les campagnes, où elle a bien d'autres usages qu'à la ville.

CHAPITRE IV.

Qu'un impôt unique sur les fonds, n'est qu'un impôt sur toutes les consommations.

LE prix de tout ouvrage de manufacture ne représente que la valeur de la matière première, jointe à la valeur des autres produits de la terre qui y sont

entrés pour la nourriture & l'entretien des agents. Imposer les terres, c'est donc imposer tout le produit de l'industrie & du commerce.

Les terres une fois imposées, l'impôt est reporté sur toutes les consommations des agents ; ceux-ci le reportent à leur tour sur le prix des marchandises ouvrées, & enfin le dernier consommateur de ces marchandises est obligé de rembourser au dernier vendeur tout le résultat de ces impôts.

Or tous les citoyens sont nécessairement consommateurs, à proportion de l'aisance & des commodités qu'ils veulent ou peuvent se procurer ; voilà donc tous les ordres de l'Etat tributaires indispensables, & même à proportion de leur consommation ; c'est-à-dire, de leur richesse.

D'après cet exposé, il est aisé de concevoir comment une femme de la Cour, qui dépense tous les ans trente mille francs en objets de pur luxe, consomme en cela seul autant de produits de terre, que trois cents paysans qui ne vivent que de pain & ne se vêtissent que de toile grossièrement fabriquée, ne dépensent que cent francs chacun.

On voit aussi comment cette femme payera à proportion autant d'impôt, que tous & chacun de ces paysans.

La valeur de ces objets de pur luxe, dont la matière première peut être comptée pour rien, représente en effet le prix de toutes les denrées premières employées à l'entretien des agents. Et si ces agents gagnent assez dans leurs marchés pour porter des draps fins &

42 *Rétablissement de l'impôt*

des étoffes de Lyon, cette femme de la cour paie encore les autres agens employés à l'entretien des premiers, qui lui ont vendu directement leur travail & leurs étoffes; cette femme de la cour est donc censée consommer elle seule tout le produit de terre, qui a servi à la nourriture & à l'entretien de ces agens travaillants les uns pour les autres, & tous directement ou indirectement pour elle.

Il est bon de remarquer ici, que l'impôt sur les terres étant reporté sur les denrées qui en proviennent, le propriétaire dans ce cas ne supporte pas lui-même l'impôt comme propriétaire, mais seulement comme consommateur; non à raison de ce qu'il possède, mais à raison de ce qu'il jouit réellement. Celui qui possède une grande quantité de

dans son ordre naturel. 43

vignes & qui ne consomme que peu de vin, alors ne supporte l'impôt sur les vignes qu'à proportion de ce qu'il consomme de vin; & si de l'argent du vin qu'il peut vendre, il achète d'autres denrées, il payera alors l'impôt sur ces denrées.

L'impôt sur les terres est donc un impôt sur les consommations.

Beaucoup de gens, sans doute, prendront toujours l'allarme sur l'établissement d'un système qui chargeant le propriétaire des terres de tous les impôts, paroît laisser libre le propriétaire des rentes. Mais il faut songer que le propriétaire des terres est le seul vendeur, & le propriétaire des rentes uniquement acheteur & consommateur; donc le propriétaire vendeur fera payer au rentier consommateur la por-

44 *Rétablissement de l'impôt*

tion d'impôt qu'il doit payer à raison de sa consommation, c'est-à-dire, de son revenu (a).

C'est donc évidemment une erreur de croire, qu'il faut imposer tous les ordres de citoyens, pour que tout le monde paie. De quel poids immense le gouvernement se trouveroit tout d'un coup soulagé, par l'établissement d'un ordre si simple dans la perception de l'impôt ! Quelle lumière il en naîtroit pour s'éclaircir dans toutes les opérations ! Combien l'harmonie de toutes les parties de l'œconomie politique deviendrait facile à saisir !

La machine roule toujours, pourquoi

(a) On peut considérer aussi les propriétaires des rentes, comme vendeurs de leur argent, dont le prix se règle suivant l'état général du commerce, ainsi que celui de toutes les autres marchandises.

dans son ordre naturel.

45

tant se tourmenter pour la faire aller mieux ! voilà le mot des intéressés, des paresseux, ou des mauvais citoyens. Mais les fleuves coulent toujours par leur pente naturelle ; les hommes ont-ils tort de faire des travaux pour les contenir dans leur lit, & empêcher les inondations de ravager les campagnes ?



CHAPITRE V.

*Qu'en reportant tous les impôts actuels sur les fonds, les propriétaires en tireroient toujours le même revenu.**

SUIVANT l'ordre présent des finances, les propriétaires paient directement la capitation, & la taxe des vingtièmes de tous leurs fonds.

Ils paient encore la taille, soit par eux-mêmes, soit par leurs fermiers.

La portion des vingtièmes, de la taille & de la capitation qui se leve aujourd'hui sur l'industrie, peut-elle

* Je parle ici de l'effet de ce changement en lui-même, & abstraction faite de tout ce qu'y gagneroient d'ailleurs les propriétaires & le Souverain, par la suppression des frais de perception, & la liberté entière du commerce.

être encore reportée sur les terres ? Voilà ce qu'il faut examiner ; je tâcherai de résoudre ensuite la même question par rapport à l'impôt des fermes.

Je suppose que l'on supprime la portion de taille, de capitation & de vingtième que paie l'industrie, pour la reporter sur les terres, alors il est certain que si le salaire de l'industrie est toujours le même, elle s'enrichit aux dépens des propriétaires. Mais quelque loi que l'on fît pour maintenir cet ordre, il est impossible que le commerce s'y prêtât jamais. Celui qui peut donner sa marchandise à meilleur compte est sûr d'avoir plus de débit, & de gagner par cette raison seule, plus que son voisin qui vendroit même plus cher. La concurrence fera donc baisser le prix du travail, à proportion

de l'impôt supprimé.

D'ailleurs cet impôt assis sur le travail n'en est ôté que pour être transporté sur les terres, qui produisent les denrées dont se nourrissent & s'entretiennent les travailleurs. Cet impôt doit donc augmenter le prix des denrées dans la même proportion qu'il a diminué le travail : * tout reste donc dans le même équilibre.

Un maître ouvrier paye 15 liv. de capitation, & consomme cent écus en denrées pour son entretien & celui de

* Il est impossible de déterminer lequel de ces deux effets aura lieu, ni de calculer au juste les différentes combinaisons qui pourront s'en faire dans le commerce. Mais la cause donnée, l'effet n'est pas moins infaillible d'un ou d'autre côté, en plus ou en moins. On peut même assurer que ces effets auront lieu tous les deux, jusqu'au point où l'équilibre naturel doit les arrêter.

fa

sa famille ; si on lui ôte ces 15 liv. de capitation, & qu'on augmente de la même somme le prix des denrées dont il a besoin, il reste lui & ses pratiques au même point ; le propriétaire sur les terres duquel on aura mis cet impôt de quinze livres, revendra à son tour le produit de ses terres 15 liv. de plus.

Je vois l'inquiétude des propriétaires ; ils ne sentiront pas d'abord comment ils vendront 15 liv. de plus, la quantité de denrées provenant d'un arpent de terre, par la seule raison que l'on y aura mis un impôt de 15 liv.

Il faut remarquer qu'il ne s'agit pas de reporter l'impôt sur une seule nature de denrée, dont on pourroit absolument se passer, si elle devenoit trop chère par cet impôt ; mais que cet impôt seroit généralement reporté sur

D

toutes les especes de denrées. Or telle mesure de denrée vaut tant , parce qu'il faut tant de frais pour sa production , qu'il faut de plus que le propriétaire retire de son fond un certain revenu net , sans quoi il ne se donneroit pas la peine de le cultiver. Si donc par un impôt, les frais de culture de cette denrée sont augmentés , (car l'impôt n'est qu'une augmentation de frais) alors le propriétaire est forcé de la vendre à proportion , comme ceux qui ont besoin de cette denrée sont obligés de la payer plus cher ; autrement ils en seroient privés totalement , puis qu'il ne seroit plus avantageux de la cultiver.

Dans le cas où l'on mettra cet impôt de 15 liv. sur les terres , le propriétaire sera forcé de le faire payer

à l'ouvrier qui se trouve déchargé de ses 15 liv. de capitation , & il sera égal à l'ouvrier de payer ces 15 liv. au propriétaire , au lieu de les payer au receveur des tailles. Leurs marchés se concluront donc sous ces mêmes conditions avec la même facilité ; cela ne changera donc rien à l'état des choses : car le travail même de l'ouvrier n'en fera ni plus , ni moins cher.

Que l'on réfléchisse ensuite sur la variation perpétuelle du prix des denrées , on reconnoîtra facilement que l'augmentation de leur valeur occasionnée par l'impôt reporté sur les terres , seroit beaucoup moins sensible , que ne l'a été l'augmentation de la valeur du bled , occasionnée par la libre exportation des grains. En un mot , si l'on compare le montant des impôts payés actuel-

52 *Rétablissement de l'impôt*

lement par l'industrie avec la totalité des terres de toutes espèces, on verra que cet impôt n'étoit pas à 5 ou 6 f. par arpent, l'un portant l'autre.

Pour juger sainement de ce nouvel ordre dans l'administration, il ne faut pas envisager la charge extraordinaire que l'on imposeroit sur les terres, sans voir en même tems qu'elle n'en a que l'apparence & qu'elle ne changeroit rien au fort même des particuliers : il y auroit seulement un arrangement à faire, à cet égard, entre les propriétaires & leurs fermiers, pour que ceux-ci ne profitassent pas seuls, & de la suppression de leur taxe, & du renchérissement des denrées.

Il me fera peut-être encore plus aisé de démontrer par le détail des objets réels, que tous les droits compris sous

dans son ordre naturel. 53

la dénomination des fermes générales, peuvent se reporter sur les terres, sans causer aucune révolution préjudiciable.

1°. On compte ordinairement trente, quarante * millions d'arpens de terres labourables en France, dans lesquelles je comprendrai, si l'on veut, toutes les autres cultures de ce genre, comme vergers, plans d'oliviers, mûriers, terres à lin ou à chanvre, à tabac, &c.

Pour juger de la taxe que l'on pourroit asséoir sur cette partie principale des fonds, il faudra estimer à-peu-près la somme d'impôt, qui se perçoit aujourd'hui sur les denrées qui en proviennent.

* Le plus ou moins de précision dans ces calculs ne fait rien à la vérité des principes.

Ainsi, il sera nécessaire d'évaluer les droits, qui se levent aujourd'hui sur la viande, les peaux & la laine des moutons qui se nourrissent sur les terres labourables, pour reporter proportionnellement cette somme d'impôt sur ces terres labourables.

Cet impôt ne doit avoir aucun rapport avec leur produit en grains, attendu que cette denrée n'est sujette à aucuns droits de consommation; si ce n'est quelques droits de péage qui doivent être compris ici pour quelque chose, comme à tous les articles suivants.

Il faudra évaluer de même la somme des droits sur les huiles, pour la reporter sur les plans d'oliviers, sur les lins, chanvres, toiles, &c. pour la reporter sur les terres à lins ou à chanvres.

Sur le tabac, pour la reporter sur les terres qui pourroient être désormais uniquement destinées à cette culture, &c.

Tous ces différens terrains doivent encore supporter une partie de plusieurs impôts des fermes, tels que le contrôle, papier timbré, centieme denier, &c. puisque ces fonds, ou leurs propriétaires, sont sujets au paiement de ces droits dans toutes les mutations & discussions sur ces objets.

2°. Je suppose de même que l'on imposât sur les vignes une taxe proportionnelle à l'impôt des aides sur les vins, c'est-à-dire, égale au produit net de l'impôt qui se perçoit aujourd'hui sur la vente ou transport du vin.

3°. Qu'au lieu des droits qui se levent sur la consommation de la viande

56 *Rétablissement de l'impôt*

de, sur le cuir, suif, &c. on établit une taxe proportionnelle sur les prairies & herbages, qui engraisent le gros bétail.

4°. Seroit-il impossible d'établir sur les salines un impôt proportionné à la quantité de sel qu'elles peuvent produire, de manière que cet impôt pût fournir un revenu considérable à l'Etat, sans nuire cependant à la liberté du commerce de cette denrée? Sa nécessité absolue pour la nourriture des hommes, l'infinité d'usages auxquels elle est propre & même utile, en augmenteroit bientôt la consommation au point que cet impôt deviendrait, pour ainsi dire, imperceptible.

5°. Les rivières, les étangs, & tous les terrains en eau fourniroient encore un objet d'imposition, toujours relati-

dans son ordre naturel. 57

vement à l'impôt qu'ils supportent aujourd'hui.

Enfin les dixmes, cet impôt si saint dans son institution & si injuste par sa nature, & les autres droits seigneuriaux seroient modifiés d'après les mêmes principes.

Maintenant, quel est l'effet qui doit résulter de ce changement dans l'ordre des impositions?

Les différentes productions de ces terrains nouvellement imposés, doivent nécessairement augmenter au profit du propriétaire, à proportion de ce qui se payoit auparavant sur le commerce & la consommation de ces productions.

Si l'on met une imposition de dix sols sur un arpent de terre, à raison de dix sols qui étoient payés auparavant en droits sur la viande, la laine, &c.

de deux moutons que nourrit cet arpent de terre, alors ces moutons seront nécessairement vendus dix sols plus cher par le propriétaire, lorsqu'il n'y aura plus d'autre impôt à payer.

Le gros bétail n'étant plus sujet à aucuns droits de douane d'entrée, &c. ne fera-t-il pas vendu plus cher par le propriétaire des prairies ?

Le négociant qui achète une partie de marchandises 10000 livres, pour laquelle il est obligé de payer encore 2000 livres de droits, ne l'achètera-t-il pas également 12000 livres, lorsqu'il n'aura plus de droits à acquitter par delà ?

Si les vignes sont imposées à trente millions pour tous les droits payés aujourd'hui sur la consommation des vins, ne doit-il pas arriver naturellement, que

les propriétaires des vignobles vendront pour trente millions de vin de plus aux consommateurs quelconques, puisqu'il sera au moins égal à ceux-ci, de payer ces trente millions aux propriétaires ou aux Fermiers-généraux ?

Il est inutile de m'objecter que si l'on ôte les entrées de Paris, les Parisiens boiront le vin à meilleur marché, & les gens de la province plus cher qu'aujourd'hui ; je n'ai qu'une réponse à faire, dès que la liberté du commerce sera rétablie, chaque denrée en quelque lieu qu'elle soit, vaudra le prix qu'elle doit valoir.

L'impôt assis sur les terres se reporte donc naturellement sur les denrées qu'elles produisent ; il se partage donc nécessairement sur tous les habitans de l'Etat qui consomment ces denrées ; ces den-

rées à cet égard, ainsi que les ouvrages d'industrie vaudront donc toujours le même prix pour le consommateur, quoique vendues plus cher par le propriétaire : le propriétaire aura donc toujours le même revenu.

Que l'on examine le fond de toutes les objections, que l'on peut opposer au système d'un impôt unique sur les terres, on trouvera qu'aucune ne présente un corps, un ensemble de preuves suivi & raisonné; ces objections ne portent que sur quelques faits particuliers, dont ceux qui n'ont pas assez réfléchi sur cette matière, ne peuvent sentir le véritable rapport avec l'ordre général du commerce & de la société. On est entraîné malgré soi par les idées reçues, par l'habitude & les préjugés; voilà tout le vrai fondement de ces objec-

tions, sans compter l'effroi qu'inspire toujours l'idée d'un changement qui paroît si considérable.

CHAPITRE VI.

De l'avance de l'impôt.

DE quelque manière que l'impôt soit assis, c'est toujours le propriétaire des terres qui en fait les avances; un propriétaire a cent livres de laine à vendre, le marchand traite avec lui d'après ce calcul : votre partie de laine vaudroit cent francs intrinsèquement; mais je paie tant de capitation : votre laine doit payer tant de droits; ce qui fait en tout 20 livres d'impôt, avant qu'elle passe entre les mains du consommateur qui doit me rembourser :

ainsi je ne puis vous payer à vous que 80 livres de votre laine. Voilà par conséquent 20 livres d'impôt avancées par le propriétaire de la laine ; car il lui est égal de les laisser à ce marchand à qui il vend sa laine , pour que celui-ci puisse payer les droits ; ou de recevoir cent francs de ce marchand pour en payer vingt par lui-même.

Lorsque le vin de Bourgogne paie l'entrée de Paris aux Fermiers - généraux , il semble alors que ce sont les marchands qui avancent les droits : mais qu'arrive-t-il ? C'est que le marchand qui ne peut payer comptant les droits d'entrée , & le vin , paie ces droits d'abord & demande terme au propriétaire pour payer le vin. Le propriétaire , par le délai qu'il est forcé d'accorder au marchand , fait donc non-seulement

l'avance de l'impôt , mais même est forcé d'avancer sa marchandise.

Un fermier commence par payer sa cote de taille au receveur , puis il paie son maître , quand il peut ; qu'est-ce que le propriétaire peut gagner à cet arrangement ?

On me dira que l'impôt ne se perçoit sur les denrées que dans le cas de la vente , & qu'ainsi le propriétaire ne vendant pas , ne paroît point supporter d'avances ; mais il faut bien qu'il vende ; sans cela , comment la société subsisteroit-elle ? Il faut qu'il vende , & alors il se fait rembourser par celui qui achète.

L'impôt est assis d'avance sur le revenu ; mais il ne doit être payé qu'à proportion de la rentrée du revenu. L'impôt assis pour l'année 1764. ne se

doit pas payer, ne se paie pas même, de quelque manière qu'il se perçoive, au premier Janvier 1764. il ne se paie que dans le courant de l'année : or dans le courant de l'année, le propriétaire vend ses denrées : il est donc en état de faire l'avance de son impôt, à mesure de la rentrée de ses revenus.

CHAPITRE VII.

De l'Impôt sur les terres comparé à la taxe personnelle, & à l'Impôt sur les consommations.

LA fortune d'un marchand, d'un ouvrier, d'un artisan, où le gain qu'ils font dans leur commerce & leurs travaux, sont des objets variables, indéterminés & inappréciables par leur nature. L'im-
pôt

pôt sur ces objets est donc essentiellement *arbitraire*. Un fond de terre est un objet fixe, stable par sa nature, susceptible d'une valeur connue ou appréciable ; l'impôt sur les terres est donc un impôt essentiellement *proportionnel*.

Par l'impôt unique sur le *produit net* des terres, le travail des cultivateurs & des autres agens devient absolument libre ; l'activité, l'adresse, l'industrie sont sûres de leur récompense, & d'en jouir en paix. Plus de cause de découragement.

L'impôt étant fixé & déterminé, à proportion du revenu une fois connu, le sort du propriétaire & celui du cultivateur devient également certain. Plus de cause d'inquiétude & de division entre les contribuables.

Bien des gens s'imaginent que cette
E

espece d'aifance & d'indépendance dont je voudrois faire jouir les agens, pourroit devenir fatale au commerce, dangereuse à la société. Que l'on ne s'y trompe pas : ce n'est point l'impôt sur les artisans, ouvriers, &c. qui les met dans la dépendance du commerce ; c'est uniquement le besoin qu'ils en ont pour subsister ; malgré la franchise & la liberté dans laquelle on voudroit les rétablir, leur sort n'en deviendroit meilleur qu'en ce qu'il seroit moins incertain. Comme leurs salaires sont augmentés à raison de l'impôt qu'ils paient, de même ils diminuent par sa suppression : ces salaires sont réglés nécessairement par le cours seul du commerce, comme le taux des autres marchandises. La liberté établit la concurrence, & la concurrence établit par-tout l'équi-

libre naturel.

L'impôt assis sur les terres, se distribue sur les denrées qui en proviennent, à proportion de leur abondance plus ou moins grande ; leur prix est réglé par la seule concurrence ; plus d'arbitraire dans la valeur des denrées ; nul obstacle n'en arrête plus la consommation.

Je suppose l'impôt établi sur les vignes, à raison de 20 livres l'arpent, & le prix du vin dans une année commune à 20 livres la barrique, non compris l'impôt ; alors s'il se cueille quatre barriques par arpent dans une année commune, l'impôt fera de 5 liv. par barrique. Celui qui peut dépenser cent livres en vin, pourra donc en dépenser quatre barriques : ainsi il payera vingt livres au propriétaire pour l'im-

pôt, & quatre-vingt livres pour le prix de la récolte.

Dans une année abondante, il se cueillera huit barriques de vin par arpent, le vin, toutes choses égales d'ailleurs, ne doit plus valoir qu'une pistole suivant l'ordre naturel du commerce; l'impôt de l'arpent de vignes reparti sur les huit barriques, diminuera aussi de moitié, & celui qui ne consommoit que quatre barriques, pourra en consommer huit avec le même argent; il y aura toujours 20 livres au propriétaire pour l'impôt, & 80 livres pour revenu de la vigne.

Dans l'année mauvaise où le propriétaire ne cueille que deux barriques, l'impôt sera reparti à raison d'une pistole sur chacune, & le consommateur donnera toujours cent francs, dont

20 livres pour l'impôt & 80 livres pour le revenu de la récolte; au moyen donc de l'impôt sur les vignes mêmes, les années bonnes, médiocres, mauvaises, &c. sont égales pour les propriétaires, le consommateur & le Souverain, & tout le vin fera consommé.

Mettons maintenant le même impôt sur la consommation du vin; l'impôt sera également de cinq livres par barriques dans les années communes où le vin doit valoir 20 livres; celui qui aura 100 livres à dépenser en vin, pourra en consommer de même quatre barriques à 25 livres chacune; le propriétaire aura ses 80 livres de revenu, comme dans les cas précédents, & les fermiers du Prince auront 20 livres pour l'impôt: mais dans les années abondantes, où il se cueillera huit barriques

par arpent, l'impôt restant au même taux, le consommateur qui n'a que cent livres à dépenser, ne pourra consommer ces huit barriques, ou il n'en donnera que 60 livres au propriétaire, parce qu'il aura quarante livres de droits à payer. Le Prince retirera à la vérité 40 livres, au lieu de 20 livres; mais le propriétaire perdra ces 20 livres sur la valeur de sa récolte, & ainsi dans une année abondante, il ne retirera peut-être pas ses frais & ses avances.

Dans l'année mauvaise, au contraire, où le propriétaire ne cueille que deux pièces, il retirera à la vérité 90 livres de sa récolte; c'est-à-dire, qu'il sera dédommagé de dix livres sur les vingt qu'il avoit perdues dans l'année abondante; mais le Souverain ne retirera que dix livres de l'impôt, inconvénient

très-considérable, si l'impôt n'étoit affermé; de même à proportion pour toutes les autres denrées.

Il y a un impôt de 20 liv. établi sur chaque tonneau de vin qui descend la Loire pour entrer en Bretagne; l'excès de ce droit fait qu'il n'y en passe que très-peu: par conséquent cet impôt ne donne pas un grand revenu au Prince; cependant il ruine le commerce général d'une partie du Royaume: au contraire le produit réel de ce droit reporté sur tout le vignoble des bords de la Loire, ne mettroit qu'une légère augmentation au prix des vins & n'en arrêteroit point l'exportation; il s'établirait un commerce réciproque entre le pays de la Loire & la Bretagne, & un échange des vins de l'un, pour les denrées & marchandises que produit

l'autre : si partie de ces vins passoit à l'étranger, le commerce de la ville de Nantes en feroit augmenté ; tout le monde y trouveroit son compte, le Prince & les Sujets.

Cet exemple prouve que l'abondance seule des denrées ne produit pas la richesse, si on gêne le commerce & la circulation ; & que l'impôt peut être moins onéreux en lui-même, que par la manière dont il est établi : car dans le cas supposé, il peut arriver que les habitants de la Loire aient une grande quantité de vins, dont ils ne peuvent se défaire avantageusement, parce qu'ils ne peuvent les envoyer aux Bretons ; & que ceux-ci aient beaucoup de lins, de toiles, de fils, ou d'autres marchandises, dont ils n'aient pas non plus le débit, parce qu'ils ne peuvent les en-

voyer en échange des vins de la Loire : ces deux Provinces peuvent donc ainsi demeurer pauvres, au milieu de leurs richesses, & devenir tout d'un coup riches par la seule facilité qu'on leur donneroit pour l'échange de leurs denrées, sans nuire au revenu de l'impôt.

Je suppose que le Prince retire 30 millions de l'impôt sur le sel, à raison de 3 millions de mesures capables de former la consommation des pays où cette denrée n'est pas marchande ; ces 30 millions d'impôt portent donc uniquement sur une consommation de trois millions de mesures : si, au contraire, l'impôt étoit reporté sur les salines, & par conséquent sur tout le sel qu'elles peuvent produire, l'impôt devenant très-modique sur chaque mesure de sel, il s'en consommeroit infi-

niment davantage ; & plus il s'en consommeroit , plus l'impôt deviendrait modique. Je ne compte point le bien qui résulteroit pour l'agriculture de l'emploi de cette denrée devenue commune.

Qu'on imagine combien le mouvement & la masse du commerce feroient augmentés par la vente & le transport libre de ces seules denrées , vins , sels , bestiaux, dans l'intérieur seul du Royaume ! Combien de gens sans emploi aujourd'hui feroient occupés par ce commerce ! Combien d'hommes à charge à la société dans les circonstances présentes , deviendroient des citoyens utiles ! Une plus grande consommation excite une plus grande production ; une plus grande production amène une plus grande population ; chaîne infinie par

l'action & la réaction de toutes ces causes , qui agissent sans cesse les unes sur les autres ; mais dont une seule arrêtée entraîne la même révolution dans toute la machine économique.

Il semble que la plupart de ceux qui ont écrit sur le commerce , n'aient eu en vue que l'aggrandissement du commerce extérieur : comment ne remarque-t-on pas par les faits mêmes qui sont sous nos yeux , que l'étendue du commerce extérieur n'influe que très-peu sur la richesse & la force réelle d'un grand Etat , si elle n'a pour base le commerce & la circulation intérieure ? Tous veulent sur-tout emporter la balance du commerce , c'est - à - dire : vivre aux dépens de leurs voisins. Commençons par mettre à profit pour nous-mêmes tout ce que peut fournir un fol

immense & fertile en tout genre ; avant de faire le commerce des Indes & de l'Amérique, commençons par faire le commerce de France.

CHAPITRE VIII.

Qu'il est impossible de parvenir à une évaluation régulière du revenu des fonds dans les circonstances présentes.

L'Impôt ne pouvant avoir d'autre base que le revenu net des fonds, il n'est pas possible d'établir aucun ordre dans cette partie de l'administration, sans la connoissance de la valeur de ce revenu ; cependant, elle est tellement dénaturée aujourd'hui par les impositions arbitraires & indirectes, par les loix prohibitives & les privilèges, qu'il

seroit inutile de tenter d'en faire une estimation régulière, tant que ces obstacles subsisteront.

L'effet de toute imposition indirecte assise ou sur les personnes, ou sur les denrées, est de prendre une portion du revenu des fonds nécessairement arbitraire, & par conséquent indéterminable. Après tout ce que j'ai dit là-dessus dans les chapitres précédens, je n'en veux d'autre preuve que la variété des opinions dans ce moment-ci sur cette matière. Il est prouvé par les démonstrations les plus claires, que tout impôt retombe toujours en dernière analyse sur les propriétaires des fonds ; cependant combien de gens se persuadent encore aujourd'hui, que les taxes personnelles ne sont à charge qu'aux personnes imposées, & que celles qui sont

affises sur les denrées ne sont supportées que par les consommateurs. Même diversité d'opinions sur le point de savoir, si ces taxes retombent ou non sur les cultivateurs : mais puisqu'on est embarrassé même pour savoir, si les impositions indirectes retombent ou non sur le revenu des fonds, comment pourroit-on déterminer quelle portion elles enlèvent de ce revenu ? Ces impositions prenant ainsi une portion du revenu inconnue & incertaine, rendent nécessairement le tout inconnu & incertain.

Quand il seroit possible d'estimer en général la portion du revenu des fonds enlevée par ces impositions, quel moyen de connoître ce que chacune enlève sur telle ou telle espece de revenu ? Un arpent de vigne donne dix pieces

de vin ; une partie de ce vin peut être consommée sans droits sur les lieux par le propriétaire ; une autre partie pourra être consommée dans les cabarets du pays, & payera une telle somme de droits : une autre partie sera consommée dans la capitale, autre somme de droits ; comment évaluer la somme de droits payée par cet arpent de vigne ? Cependant ces droits forment une partie du revenu net de cet arpent de vigne ; plusieurs autres especes de denrées sont sujettes à des droits peu considérables en eux-mêmes : mais qui pourroit estimer le tort que font ces droits au revenu des fonds, par les embarras qu'ils mettent au commerce ?

Toute espece de loix prohibitives occasionnent nécessairement une diminution dans la consommation des den-

rées & des marchandises, en altèrent la valeur, & par conséquent celle du revenu des fonds. Si l'on estimoit aujourd'hui le produit d'une saline, quel rapport cette estimation auroit-elle avec celle de son revenu réel; en supposant la liberté du commerce de cette denrée?

L'exemption d'impôt dont jouissent certains corps, exclut nécessairement toute proportion dans la contribution générale; comment évaluer des objets qui n'ont aucune mesure commune? comment comparer le fond privilégié & le fond imposé? la valeur du privilégié & la valeur de l'impôt? L'exemption n'étant ordinairement attachée qu'à la personne, la valeur de l'objet change en quelque sorte avec le nom du propriétaire: il n'est plus possible d'établir aucune règle permanente.

La

La crainte de choquer les privilèges de la noblesse a été de tout tems un des principaux motifs, qui a engagé le gouvernement aux ressources des impositions arbitraires; quoique tout le monde soit aujourd'hui convaincu des pernicious effets de ces dernières, avec la meilleure volonté, on aura peut-être plus de peine à les détruire, que l'on en a eu à les établir. Le bien est toujours difficile à faire, a dit un des beaux esprits de ce siècle; c'est qu'il faut de grandes vues & des lumières peu communes, pour sentir le bien général qui doit résulter d'une opération importante; chacun, au contraire, sent vivement le mal particulier qu'il peut en éprouver, & emploie toutes ses forces pour l'éviter.

Au fond, les privilèges de la noblesse
F

n'ont rapport qu'aux personnes ; ce ne sont essentiellement que des honneurs , des distinctions , des préférences. L'immunité de ses terres n'a jamais pu être regardée , que comme une compensation de l'immunité de ses services. Lorsqu'une politique plus éclairée , pour mettre plus de suite & de méthode dans les opérations de la guerre , a engagé le gouvernement à payer les services de sa noblesse , comment a-t-on pu laisser subsister l'exemption d'impôt pour ses terres ?

Il est tellement de l'essence de la noblesse de posséder les terres , que c'est en cela que consistent principalement ses droits & ses privilèges , & que le propriétaire d'une grande terre est nécessairement noble de fait , s'il ne l'est pas de droit : la noblesse est donc cen-

née posséder en quelque sorte tous les revenus ; par quel système bizarre voudroit-on qu'elle fût en même tems exempte de payer l'impôt qui ne peut être pris que sur les revenus ?

Qu'a produit à la noblesse la défense de ces privilèges dont elle se montre si jalouse ? La ruine réelle du revenu de ses fonds ; ce qu'elle ne paie pas directement sur ce revenu , elle le paie au double d'une manière indirecte. Est-il plus honorable pour elle de voir ses carrosses & ses livrées arrêtés à toutes les portes , de se voir forcée dans ses châteaux par les émissaires de la finance , que de payer librement tous les ans au Souverain le tribut , qui lui doit assurer sa protection. L'impôt en lui-même & par sa nature , n'est que le privilège du véritable citoyen ; par quelle triste &

mal-adroite politique a-t-on pu le faire regarder comme une charge ignoble & déshonorante ?

Le Prélat défend les immunités du Clergé, le gentilhomme soutient les privilèges de la noblesse, le magistrat réclame les égards dûs à la magistrature ; au milieu de tant de prétentions diverses, qui défendra les droits du peuple, & réclamera le bien général de la société, centre unique où tous les intérêts particuliers doivent aboutir ?



CHAPITRE IX.

Comment en supprimant les impositions indirectes, on peut pourvoir pour un tems à la rentrée des revenus ordinaires de l'Etat, sans avoir besoin d'une évaluation régulière du revenu des fonds.

LA liberté entière du commerce peut seule remettre les revenus des fonds à leurs véritables niveaux ; la suppression des impositions indirectes peut seule les replacer sur leur base naturelle : mais en supposant même cette suppression, il ne seroit pas possible d'en faire tout d'un coup une évaluation régulière. Le revenu des fonds n'est dans l'ordre naturel, que la différence de la valeur de leurs productions annuelles, avec la somme des dépenses employées à les

cultiver : pour évaluer ce revenu , il est donc nécessaire de connoître : 1°. la valeur de la reproduction annuelle des fonds.

2°. Le montant des dépenses de la culture.

Mais la valeur de la reproduction annuelle varie suivant la disposition des tems & des saisons, suivant les différentes circonstances du commerce. On ne peut parvenir à la fixer que par une suite d'observations faites avec attention pendant un certain nombre d'années , dont le calcul peut fournir un terme moyen de cette valeur : en assurant aux revenus une base plus fixe & plus certaine , par la suppression des impositions indirectes , il faudroit donc trouver encore les moyens d'assurer pour un tems le recouvrement des revenus ordinaires

de l'Etat, sans qu'il fût besoin d'avoir recours à une évaluation régulière des fonds.

J'ai déjà essayé de faire voir , que toutes les impositions indirectes pouvoient être reportées sur les fonds , sans diminuer réellement le revenu des propriétaires ; mais comme on ne pourroit avoir d'abord aucune base absolument certaine sur laquelle on pût assurer l'égalité de cette répartition , il seroit nécessaire d'user de tous les ménagemens possibles dans la conduite de cette opération , & d'avoir recours à quelques attentions particulières , au défaut des véritables principes , dont on ne pourroit faire usage que dans la suite.

ARTICLE PREMIER.

Des taxes personnelles.

Parmi les taxes personnelles, celles qui ne portent que sur les habitans des villes, causent certainement bien moins d'altération aux revenus, que celles qui portent plus ou moins directement sur la culture dans les campagnes. On pourroit donc laisser subsister pour un tems dans les villes, les impositions qui se perçoivent sous le nom de taille, capitation, vingtièmes d'industrie; il ne faudroit tenter ce dernier point de réforme que, lorsque les revenus auroient repris une véritable consistance: mais pour leur procurer le plutôt qu'il seroit possible, l'accroissement dont ils sont susceptibles, il seroit essentiel d'é-

tablir tout d'un coup l'immunité absolue de l'agriculture & de tout ce qui y a rapport, en faisant supporter aux propriétaires des fonds le montant de la taille & autres impôts des bourgs & villages. On pourroit desirer seulement que le mot de taille, qui fait depuis si long-tems l'effroi des campagnes, en fût à jamais banni, & qu'elle ne subsistât plus aussi dans les villes, que sous le nom de capitation moins odieux.

La répartition de la taille peut être regardée comme réglée dans ce moment, de quelque manière qu'elle le soit, entre les provinces, les élections & même entre les paroisses: cette répartition varie à la vérité annuellement; mais il seroit possible de la fixer sur le taux moyen des dix dernières années; cette

fixation ne changeant rien à l'état présent des choses, ne seroit susceptible d'aucun inconvénient.

La nouvelle contribution de la part des terres privilégiées exigeroit seulement quelque attention particulière, pour que toutes les paroisses pussent profiter également de la diminution de l'imposition, occasionnée par un partage plus étendu de la même somme à contribuer.

La répartition de la taille ainsi réglée entre les Provinces, les élections & les paroisses, le montant de la somme à contribuer par chaque paroisse seroit ensuite distribué uniquement à proportion du revenu des biens fonds. Le taux des ouvriers, artisans, journaliers des bourgs & villages, ne formeroit pas une charge considérable pour les pro-

priétaires : mais pour ôter autant qu'il seroit possible tout arbitraire dans cette nouvelle répartition, il faudroit qu'elle fût établie sur le prix des baux. A l'égard des fonds qui ne sont point afferlés, on pourroit la régler sur le pied de l'évaluation faite pour l'assiette du vingtième. Il est bien fâcheux que cette évaluation des fonds, qui a servi à l'établissement des vingtièmes, ne puisse être proposée qu'avec peine pour la répartition des autres impôts ; mais quelque peu de confiance que puisse mériter la manière dont cette opération a été conduite, il résulteroit toujours un plus grand bien de la seule simplicité de la perception, que de la prétendue égalité, que l'on cherche vainement dans un système d'impôt trop compliqué. Il n'est d'ailleurs ques-

tion ici que d'une réforme provisoire ; nous verrons dans le chapitre suivant les moyens que l'on pourroit employer, pour s'assurer d'une manière plus certaine de la valeur réelle des revenus des fonds dans tous les genres de culture. Le seul point & auquel on doit s'attacher dans ces mesures préparatoires, c'est de ne fonder la répartition que sur la valeur des revenus & non sur l'état, ni la qualité des personnes, encore moins sur leur travail ou leur industrie dans les campagnes : pour cela, il feroit de toute nécessité de commencer à n'imposer que les propriétaires, sauf le dédommagement convenable de la part des fermiers. Examinons maintenant les mesures que l'on pourroit prendre, pour répartir sur le revenu des fonds les autres impositions

arbitraires & indirectes.

ARTICLE II.

Des autres impositions indirectes & arbitraires.

Les autres impositions indirectes, qui se perçoivent en toutes manières sur le commerce, ou sur la consommation des denrées & marchandises, sont tellement réunies aujourd'hui par la forme de leur régie, qu'il paroît aussi difficile d'en diviser la perception, que de la changer entièrement. Si l'on vouloit quelque jour former un plan de réforme sur cet objet, il n'y a pas d'apparence que l'on pût l'exécuter, sans y comprendre toutes ces parties à la fois. Quoi qu'il en soit, je remarquerai d'abord, que parmi ces différens impôts, il y en a qui portent à peu près éga-

lement sur tous les revenus en général, quoique d'une manière indirecte; comme les droits de contrôle, & tout ce qui y a rapport, les droits sur l'importation & exportation des marchandises, & les droits sur le tabac.

Les autres portent plus particulièrement sur les fonds d'un certain genre, comme les droits d'aides sur les vins, qui portent plus particulièrement sur les vignes, les droits de gabelles qui portent plus particulièrement sur les salines.

De cette manière d'envisager ces différents impôts, il résulte, que ceux qui portent également à peu près sur tous les fonds ou sur les revenus de tous genres, doivent être reportés de même directement sur les revenus de tous les fonds en général; à l'égard des droits

qui portent plus particulièrement sur une certaine espèce de revenu, il feroit à propos d'en rejeter le montant sur ce revenu en particulier, afin de ne point changer l'état présent de la balance du commerce, ni la proportion établie entre les revenus des différents fonds.

Les droits de contrôle se perçoivent sur tous les actes & les conventions de la société; ils portent donc sur tous les revenus en général. Quel est le propriétaire qui n'est ni prêteur, ni emprunteur, ni vendeur, ni acheteur, en un mot qui peut se flatter de n'être pas quelque jour partie plaidante, ou contractante devant juges ou notaires? Il lui importe donc peu de payer ces droits sur son revenu, ou de les payer à la première affaire qui lui surviendra; avec

cette différence toutefois, que ces droits tels qu'ils se perçoivent aujourd'hui, sont pris sur le fond même des particuliers contractans, au lieu qu'ils ne feroient pris désormais que sur les revenus de la nation en général.

Les droits établis sur l'importation & l'exportation des marchandises, retombent de même sur le revenu de tous les fonds en général : car en faisant diminuer chez nous la consommation des marchandises étrangères, il est impossible que l'on ne fasse diminuer chez l'étranger la consommation des nôtres. Ceci revient au principe de l'impôt établi sur la consommation des denrées dans l'intérieur du Royaume ; il en augmente le prix & en diminue par conséquent la consommation, parce que le consommateur doit être supposé
n'avoir

n'avoir toujours que les mêmes moyens & le même argent pour acheter. Ce n'est qu'en consommant les denrées de l'étranger, que nous pouvons lui fournir les moyens de consommer les nôtres. Les droits établis, au contraire, sur les marchandises qui sortent à l'étranger, en diminuent la consommation chez lui, & par conséquent la valeur de nos revenus en général. Ces droits peuvent donc être reportés sans inconvénient sur le revenu des fonds de tous genres de culture, ainsi que ceux de contrôle ; ainsi la répartition en pourroit être réglée pour le moment, suivant l'estimation des vingtièmes des fonds. * Cet impôt payé de façon ou d'autre, doit

* J'entens ici les seuls fonds réellement productifs, & non des fonds morts tels que les maisons, dont le revenu fictif n'est qu'une dépense réelle du revenu.

être égal aux propriétaires, & ne peut rien changer à la proportion des revenus.

On peut considérer les droits sur le tabac comme portant directement sur les consommateurs de cette denrée, & par-là même directement sur tous les propriétaires des fonds, & puis encore indirectement par la diminution qu'ils occasionnent aux revenus des fonds en général, comme loi prohibitive du commerce & de la culture. Suivant les expériences qui en ont été faites en plusieurs provinces, le tabac est une plante propre au terrain de la France. Comment a-t-on pu imaginer de porter une loi d'interdiction sur cette culture ? Le prétexte, a été la faveur que l'on a voulu donner dans les tems aux nouvelles colonies. Mais pour quelle raison

aurait-on des colonies, si l'on ne pouvoit les favoriser qu'aux dépens de la métropole ? Par quel système bizarre peut-on gêner la métropole en faveur des colonies, & tour-à-tour les colonies en faveur de la métropole ? Pourquoi ne pas laisser prospérer les unes & les autres, en les laissant jouir librement de leurs avantages réciproques ? Si l'on vouloit enfin ramener les choses à l'ordre naturel, le gouvernement pourroit évaluer d'abord à peu près la quantité d'arpens de terre, que l'on pourroit destiner à la culture du tabac, ainsi que l'impôt que l'on pourroit lever en particulier sur ces terrains privilégiés, & repartir ensuite le reste du produit de cet impôt, proportionnellement sur tous les autres fonds. Enfin, à mesure que cette culture prendroit faveur, on

100 *Rétablissement de l'impôt*

déchargeroit les autres fonds, à proportion des offres qui se présenteroient pour employer de nouveaux terrains à cette plantation, & insensiblement tout rentreroit dans la règle générale de l'évaluation du revenu pour la contribution de l'impôt.

Restent à examiner les deux parties les plus considérables des fermes générales, c'est-à-dire, les aides & les gabelles. Il est inutile d'entrer dans tous les détails compris dans la partie des aides, je choisirai seulement les deux objets de revenu les plus considérables, pour faire l'application de mes idées; je veux dire, les droits sur la vente ou la consommation du vin & les droits sur les boucheries.

Il semble qu'il y auroit deux partis à prendre pour répartir sur le revenu

dans son ordre naturel. 101

des vignes, les droits établis aujourd'hui sur la vente ou la consommation du vin.

1°. Chercher à s'assurer de la somme d'impôt payée par une province, & même par chaque élection, pour tous les droits d'aides auxquels ses vins sont sujets, non-seulement au dedans de son enceinte; mais encore dans tous les lieux où s'en fait la consommation. Je crois ces faits faciles à constater, au moins d'une manière générale & suffisante pour le moment; d'après cette connoissance, on pourroit répartir la somme totale du produit de cet impôt, par proportion sur les provinces & les élections.

2°. S'il se trouvoit trop de difficulté à user de cette voie, on pourroit avoir recours à l'évaluation des vingtièmes de

cette espece de fonds : elle serviroit de même pour la répartition entre les paroisses vignobles de chaque élection dans l'un & l'autre cas.

Je suppose que dans une province, il se récolte annuellement cent mille pieces de vin, & qu'il s'en transporte & s'en consomme la moitié à Paris, à raison de 40 livres de droits par piece. Si l'on venoit à supprimer ces droits, le revenu des vignes de cette province pourroit donc être regardé, comme augmenté en général de deux millions qui forment le montant des droits levés sur les vins, & le revenu de chaque arpent de vigne pourroit être regardé comme augmenté aussi relativement, à proportion de son produit ordinaire ; car le revenu de chaque arpent de vigne diminue nécessairement à pro-

portion des droits qui se levent sur le produit de ceux dont le vin se consomme à Paris ; ces deux millions de droits doivent être considérés comme pris aujourd'hui indirectement sur le revenu des vignes de cette province en général ; on peut donc les prendre directement sur ce revenu sans faire tort aux propriétaires. Quoiqu'il ne soit peut-être guere possible d'évaluer au juste les effets d'un pareil changement, l'épargne des frais de perception sur cette partie, peut seule rassurer les propriétaires sur l'événement ; il ne pourroit être qu'à leur avantage. On peut faire un semblable raisonnement, à l'égard des autres droits établis aujourd'hui dans les provinces sur la vente ou la consommation des vins.

Si l'on supprimoit de même toute

espece de droits d'entrée dans la capitale, il n'est pas douteux que les denrées qui s'y consomment, augmenteroient de prix, à proportion de la valeur de ces droits supprimés : les fonds qui produisent ces denrées augmenteroient donc aussi de revenu. On pourroit donc, sans inconvénient, prendre directement sur le revenu des fonds, la valeur du produit de l'impôt levé aujourd'hui sur les denrées qui se récoltent sur ces fonds. Je ne fais, si pour n'avoir pas fait cette attention, on n'est pas tombé dans quelque erreur sur l'évaluation du revenu général du Royaume ; je ne vois pas pourquoi il seroit indispensable de réduire les revenus du Souverain, pour rétablir l'ordre naturel dans la perception de l'impôt.

J'avoue qu'il y aura peut-être quel-

que difficulté pour estimer sur quels fonds précisément, on doit rejeter d'abord les droits d'entrée de Paris, attendu la prodigieuse diversité d'objets qui y sont sujets. Mais a-t-on besoin à cet égard d'une exactitude si scrupuleuse ; qu'on en fasse supporter, si l'on veut, une partie au général du Royaume ; de quelle conséquence peut être un objet si modique ? Les propriétaires de toutes les provinces, ne sont-ils pas de près ou de loin consommateurs de ces denrées, par les rapports qu'ils ont nécessairement avec la capitale ? Qu'ils supportent cet impôt d'une façon ou d'une autre, tout cela n'est-il pas compensé en mille manières ? Faut-il s'arrêter à des subtilités, lorsqu'il est question de si grands intérêts ?

De même que les droits sur les vins

retombent plus particulièrement sur les vignobles, les droits sur les boucheries paroissent retomber plus particulièrement sur les prairies ou les herbages qui engraisent les bestiaux. L'embarras en ceci est de distinguer les prairies qui sont uniquement destinées à cet emploi, de celles qui servent à la nourriture des animaux de labour ; cependant, on peut connoître encore les provinces & les cantons même particuliers de ces provinces, où l'on engraisse communément le bétail. Cette partie du produit des aides pourroit donc être répartie sur ces provinces & ces cantons particuliers, & imposée sur les herbages, seulement à raison de la valeur de leur revenu connue par l'estimation des vingtièmes.

Je fais que parmi les droits d'aides, il s'en trouve d'autres mêlés ensemble

dans la même perception, qui appartiennent à des communautés, des corps, &c. mais le total étant rejeté sur les fonds & étant perçu au profit du Roi, il feroit question d'en faire aux différens titulaires ou possesseurs, le même revenu qu'ils en tirent aujourd'hui. Il feroit à désirer que l'on suivît les mêmes vues pour une infinité de petits droits de péage, passage, &c. dont jouissent beaucoup de particuliers, & qui occasionnent au commerce une gêne cent fois plus préjudiciable, que leur revenu n'est profitable aux propriétaires de ces especes d'impôts.

Je n'entrerai dans aucun détail sur quantité de petits droits, qui se perçoivent sur une infinité de marchandises de toute espece ; je dirai seulement, que toutes ces petites ressources de la fi-

nance ne font des ressources que pour les financiers, & qu'elles font de même plus onéreuses au commerce que profitables au Souverain. On sent que la somme du produit réel qui en revient, répartie sur le revenu des fonds en général, ne feroit qu'un effet bien insensible, & que les propriétaires trouveroient un ample dédommagement dans la liberté absolue du commerce.

Il semble que l'on ait regardé le revenu des salines, comme ne devant point être compris dans l'imposition territoriale; cependant un marais, par le moyen de l'eau de la mer qu'on a la facilité d'y introduire, produit du sel de la même manière en quelque sorte, qu'un marais voisin produit de l'herbe. Pourquoi établiroit-on une différence de l'un à l'autre par rapport à l'impôt?

Tous deux produisent un revenu réel. Si l'on prétend que l'impôt sur les salines retomberoit sur les terres, parce que le sel renchériroit à proportion, je dirai de même que l'impôt sur les vignes rend le vin plus cher, & qu'il est payé par les propriétaires des autres fonds. Je fais bien qu'il y a d'autres manières de faire le sel, ou de l'extraire de l'eau dans laquelle il se trouve renfermé; mais si les mines mêmes sont susceptibles d'être imposées, pourquoi les sources salées ne le feroient-elles pas aussi? La matière première de cette espèce de manufacture ne se tire-t-elle pas toujours du fond de la terre? Ne produit-elle pas un revenu réel? Ce revenu ne peut-il pas s'apprécier, par la combinaison des avances & des frais nécessaires à cette espèce de fabrication,

110 *Rétablissement de l'impôt*

avec le produit total qu'on en retire ? Si le Roi possède lui-même des salines, quel avantage n'auroit-il pas à renoncer à un domaine aussi onéreux à ses peuples, ou du moins à l'affermier d'après une combinaison plus analogue à la nature de la chose. Par un calcul assez simple sur la consommation possible du sel, on peut démontrer que le revenu des salines pourroit donner au Souverain une somme de trente millions, sans que cette denrée fût portée à deux sols par livre au-dessus de sa valeur naturelle. Quelle différence pour les propriétaires des salines & pour ceux des autres especes de fonds !

On ne prétend pas que la répartition faite de la maniere dont nous la proposons ici, puisse être établie suivant la proportion réelle des revenus ;

dans son ordre naturel. 111

il suffit dans le cas supposé qu'elle ne dérange point celle qui subsiste aujourd'hui, qu'elle puisse fournir au recouvrement des revenus ordinaires de l'Etat, sans nuire à ceux des propriétaires, & qu'elle puisse donner le tems & les moyens d'arriver à une évaluation des fonds absolument régulière.

Quelques précautions que l'on prenne, il n'est pas possible non plus que l'incertitude dans la valeur des objets du commerce, occasionnée par cette opération, ne cause toujours quelque difficulté momentanée dans les échanges. Mais cette incertitude n'est pas capable d'en interrompre le cours, au point de faire craindre aucune révolution fâcheuse. Les vendeurs & les acheteurs, trouvant également à gagner de part & d'autre, en viendront toujours

à conclure insensiblement leurs marchés, & bientôt le tems faisant apprécier plus au juste les effets de ce changement, le commerce reprendroit son niveau naturel.

CHAPITRE X.

De la maniere de connoître la valeur du revenu des fonds dans les différens genres de culture, d'après les circonstances supposées.

IL n'y a que trois manieres de connoître la valeur du revenu des fonds, 1°. par le prix des baux; 2°. par la valeur vénale ou le prix d'acquisition; 3°. par l'estimation de leur produit, & des dépenses employées à leur culture.

Un bail est un acte authentique par lequel

lequel un fermier s'engage à faire au propriétaire une certaine somme de revenu fixe, du fond qu'il entreprend de cultiver. Le fermier étant chargé de toutes les avances, de tous les frais, de tous les risques de l'entreprise, il est clair que la somme qu'il paie au propriétaire, représente exactement le produit net du fond affermé. L'évaluation par le prix des baux feroit donc, en quelque sorte, la plus sûre & la plus simple.

Mais cette maniere de connoître le revenu, suppose tous les fonds affermés, & dans le fait il y en a une grande partie qui ne l'est pas. Plusieurs, comme les bois & les vignes, ne sont pas même de nature à devoir l'être ordinairement, quelles que soient les circonstances.

H

D'ailleurs les fonds traités par la petite culture, qui forment à peu près les cinq sixièmes des terres labourables de France, sont affermés sous tant de clauses différentes & si peu claires pour l'indication du revenu, qu'il faudroit toujours établir une autre règle pour connoître leur valeur.

Enfin, le prix des baux ne pourroit donner qu'une connoissance générale du revenu, & ne fourniroit aucune lumière sur quantité de détails, dont il est très-essentiel que le gouvernement soit instruit, comme du dénombrement des terres, de leur degré de fertilité dans les différens pays, de l'amélioration dont elles sont susceptibles, des différentes manières de cultiver, des différentes avances qu'elles exigent, &c. L'évaluation des revenus par le seul prix

des baux, ne feroit donc pas la plus favorable aux vues que l'on doit se proposer pour le rétablissement de l'agriculture.

La valeur vénale ou le prix d'acquisition des fonds, n'est souvent, en quelque sorte, qu'une valeur fictive & imaginaire, fondée uniquement sur la fantaisie de l'acquéreur ou sur certaines circonstances particulières. Une terre de dix mille livres de rente aux environs de Paris, s'achète quatre ou cinq cents mille francs, tandis qu'une autre terre du même revenu ne s'achète que deux cents mille livres dans certaines provinces. Il n'est donc pas possible de prendre la valeur vénale pour règle de l'estimation du revenu.

La seule manière d'estimer le revenu des fonds, est donc de chercher à con-

noître la valeur de leur reproduction totale & celle des dépenses de la culture ; car en prélevant le montant de ces dépenses sur la somme totale de la reproduction, on aura la valeur du revenu net qui doit être la seule base de l'impôt ; ce n'est que d'après un semblable calcul, qu'un fermier peut se régler pour le prix d'un fond qu'il prend à bail.

Les mêmes dépenses ne donnent pas toujours le même revenu net ; car il dépend beaucoup de la qualité naturelle du sol, qui ne peut se changer que par une longue suite de dépenses extraordinaires ; mais on peut toujours le connoître par le montant de la reproduction totale, après en avoir prélevé les dépenses de la culture.

ARTICLE I.

Des dépenses de la culture.

En considérant la nature du revenu des fonds, on a trouvé qu'il falloit distinguer trois especes de dépenses à prélever sur le produit total, pour constater le revenu net.

1°. Les dépenses que l'on peut appeller foncières, parce qu'elles ne peuvent être qu'aux charges du propriétaire des fonds, comme l'entretien des maisons de fermier, des granges, des étables, & de tous les bâtimens qu'exige l'exploitation des terres labourables, des pressoirs pour les vignes, des chauffées pour les étangs, &c. ces dépenses n'étant point des jouissances, mais des charges réelles pour le propriétaire, elles doivent être prélevées.

sur le produit total, comme ne faisant point partie du revenu. L'estimation de ces dépenses ne peut avoir pour règle que les circonstances locales.

2°. Les dépenses primitives que l'on a appelées plus proprement *avances*, parce qu'elles consistent dans le fond de mobilier, que le fermier ou le propriétaire qui cultive, sont obligés d'acquérir pour mettre la terre en état de produire; comme les bestiaux & animaux nécessaires pour le labour & l'engrais des terres, les machines, outils & instrumens propres aux travaux de la culture & des récoltes, &c. On a estimé que le montant de ces avances devoit valoir dix pour cent de reprises au cultivateur, & cet intérêt ne pourra paroître trop fort, si l'on considère que tout ce mobilier est sujet à un dépe-

rissement tel, que l'on peut en compter le renouvellement en entier nécessaire au bout de dix ans. Il y a tout au plus les bestiaux de profit & qui se renouvellent par eux-mêmes, que l'on pourroit soustraire de ce calcul.

De plus, si l'intérêt à dix pour cent de ce fond d'avances, ne rend au fermier que ce qu'il lui faut pour le renouvellement qu'il est obligé d'en faire au bout de dix ans, il n'en retireroit aucun intérêt réel; le cultivateur ne feroit donc pas assez encouragé à faire un pareil emploi de son argent, emploi le plus utile à l'accroissement du revenu. Il convient donc de lui accorder en outre un nouvel intérêt de ce fond, au moins au taux le plus fort de l'intérêt ordinaire de l'argent. Au reste, il n'y a que les terres labourables dont

la culture exige cette espece d'avances ; les autres fonds , comme les bois , les prés , les vignes mêmes , n'exigent guere que les dépenses annuelles dont nous allons parler.

3°. Les dépenses de cette troisieme espece sont appellées dépenses annuelles , parce qu'elles se renouvellent tous les ans pour la culture des fonds de tous genres : ce sont les frais nécessaires pour le labourage , l'engrais & l'ensemencement des terres , pour la culture des vignes & de tous les fonds qui ont besoin du travail des hommes pour donner leurs productions , enfin pour les récoltes de toute espece : toutes ces dépenses sont toujours faites en avances sur la récolte avenir , c'est pourquoi on les nomme aussi *avances* annuelles. Ce fond d'avances doit donc d'abord

produire un intérêt au cultivateur , & puis il faut en outre qu'il en préleve le montant en entier sur la reproduction totale , pour pouvoir les continuer sans interruption. J'observe encore que les accidens de la nature occasionnent souvent des pertes capables de déranger entièrement la fortune du cultivateur. Pour qu'il puisse soutenir dans tous les cas ses entreprises , il est indispensable de lui accorder un nouveau prélèvement sur la reproduction totale , qui puisse le mettre à portée de soutenir ces pertes imprévues.

Enfin , un métier aussi laborieux & qui demande les soins & les attentions d'un homme actif & intelligent , mérite que celui qui l'exerce , jouisse dans une certaine aisance du fruit de sa sueur & de son travail. Il convient donc encore

d'allouer au cultivateur un gain clair & net, à proportion de l'importance de son entreprise.

Tel est à peu près l'état de ce qu'on appelle les reprises du cultivateur, dont il est indispensable de faire le prélèvement sur la valeur du produit total; cette portion de ce produit attachée au sol qu'elle vivifie, doit être considérée en quelque sorte, comme faisant partie du fond & non du revenu.

Quant à l'estimation de ces dépenses, on ne doit pas chercher à connaître ce qu'elles sont dans chaque corps de ferme en particulier; mais ce qu'elles devroient être en général dans chaque pays, pour l'établissement d'une bonne & profitable culture. Si dans un canton où une charrue doit être composée de trois ou quatre forts chevaux,

il se trouve de pauvres fermiers qui ne labourent qu'avec deux; si dans un pays où une charrue doit être attelée de deux bons chevaux, quelques fermiers ne labourent qu'avec de mauvaises bêtes, on ne doit pas mettre cette différence dans l'estimation de ces dépenses. Il devroit y avoir à cet égard une règle pour chaque pays ou pour chaque canton, où la nature du sol se trouve à peu près la même. On pourroit, par exemple, faire constater que dans tel canton, une charrue qui laboure annuellement tant d'arpens de terre, comporte tant d'avances primitives, & tant d'avances annuelles; & cela d'après l'état de bonnes fermes du canton vérifié par des personnes sûres & intelligentes. Alors on se régleroit sur cette estimation pour la somme de dépenses

à allouer dans toutes les autres fermes de même nature, à proportion de l'étendue de leurs terres. Cette règle favorisant les fermiers peu avancés, les mettroit insensiblement au niveau des bons, & établiroit successivement la culture sur un pied à peu près égal dans chaque canton du Royaume.

Il faut observer que la petite culture qui s'exécute avec des bœufs, comporte peu d'avances primitives. Une partie même des avances annuelles se tire du fond des prairies, dont le produit sert à nourrir les bœufs de labour pendant l'hiver, & des terres que l'on laisse en friche pour les faire pâturer pendant les autres saisons. Le produit de ces terres, ainsi que celui des prairies, au lieu d'être évalué comme revenu, ne doit donc passer, au contraire, que com-

me frais de culture. A l'égard du profit des bestiaux, il ne doit jamais passer dans l'un & l'autre genre de culture, que comme l'intérêt de cette espèce d'avance. S'il étoit possible de trouver par-tout des fermiers assez riches, pour faire toutes les dépenses nécessaires pour mettre tous ces friches en valeur, le grain & les fourrages, que l'on tireroit de ces terres par la culture, fourniroient une nourriture suffisante pour les animaux de labour, & le produit des prairies formeroit alors un revenu réel & séparé de celui de terres; mais on ne peut espérer cet avantage que du tems & de la faveur d'une bonne administration.

ARTICLE II.

De la reproduction totale des fonds.

Les deux seuls élémens du calcul à faire pour connoître le revenu total d'un fond de terre dans l'année courante, sont la quantité de ses productions & leur valeur. Le même fond de terre ne donne pas tous les ans la même quantité de productions, ces productions n'ont pas tous les ans la même valeur. Un fond de terre ne donne donc pas tous les ans le même revenu réel; mais en prenant un terme moyen entre la valeur du revenu d'un certain nombre d'années consécutives, on est sûr de ne pas s'éloigner beaucoup de la vérité. On peut donc estimer le revenu total des fonds, d'après l'état constaté de la quantité de leurs produc-

tions, & de la valeur de ces productions pendant un certain nombre d'années consécutives. On prend ordinairement les neuf années, qui forment le cours commun des baux, pour se régler dans cette sorte d'estimation. Examinons de quelle manière on pourroit user de cette méthode, pour connoître la valeur de la reproduction totale des fonds dans tous les genres de culture.

Que faut-il connoître pour estimer la valeur de la reproduction totale d'un arpent de terre labourable? La quantité de grain qu'il a produit, & le prix qu'il a valu dans l'année courante à la vente de la première main, faite par le cultivateur ou le propriétaire. On sait que les terres labourables sont cultivées de manière, qu'une année elles rapportent du bled, l'année suivante

de l'avoine ou autres menus grains ; & que la troisième elles restent en repos , pour être préparées à recommencer la même révolution. Dans les pays où l'on suit une autre méthode , le calcul doit se faire suivant la manière dont les terres sont traitées.

Ce ne sont pas ces fortes de calculs qui peuvent être embarrassans : il paroît plus difficile de trouver le moyen de s'assurer précisément de la quantité de bled recueillie chaque année dans toutes les terres labourables du Royaume. Cependant chaque propriétaire de la dixme qui se leve en nature sur ces terres , est obligé de le savoir dans la portion de terrain sur laquelle s'étendent ses droits ; pourquoi le gouvernement ne prendroit-il pas les mêmes moyens pour s'en assurer ? Le propriétaire

taire de la dixme envoie un homme sur chaque pièce de terre , qui compte les gerbes & prend celles qui reviennent à son maître : une personne préposée de la part du gouvernement dans chaque paroisse , pourroit de même vérifier la quantité de gerbes recueillies , & même en faire battre une certaine quantité en sa présence : pour s'assurer de la quantité de grain qu'elles peuvent rendre communément.

La récolte des vins seroit encore moins embarrassante à connoître , celle-ci peut se vérifier d'une manière certaine par une visite faite dans les caves & celliers , aussi-tôt après que le vin a été mis dans les tonneaux. Ces recherches confiées à des gens fideles suffiroient pour constater la quantité de la récolte. La même personne chargée de

les faire, pourroit de même s'instruire du prix d'un arpent de taillis en coupe dans chaque paroisse, de la quantité de foin qui se recueille sur un arpent de pré, & ainsi de la quantité des autres productions recueillies sur les fonds de toute espèce.

Cette méthode pour évaluer le revenu, quoique simple en elle-même & prise d'après la nature de la chose, n'en paroîtra peut-être pas moins extraordinaire à bien des gens, par la multitude de détails qu'il faut embrasser. Cependant ces mêmes gens la voient employée tous les jours pour un objet bien moins intéressant, & n'y font pas même la moindre attention; tant l'habitude a de force pour soumettre les esprits. La seule perception de la dixme entraîne annuellement bien

plus de dépenses & d'embarras. Il ne faudroit, au contraire, que les mêmes dépenses pendant un court espace de tems, après lequel la dixme pourroit être réglée sur le pied de l'estimation des fonds, aussi-bien que l'impôt. Il en résulteroit une épargne considérable de frais pour les décimateurs, & une bien plus grande justice pour les propriétaires, qui paient aujourd'hui cette espèce d'impôt dans la proportion du produit total, sans égard aux dépenses de la culture.

Au reste, il n'est pas besoin de reconnoître annuellement la récolte de toutes les terres labourables, de toutes les maisons de vignes d'une paroisse, pour pouvoir estimer le revenu des terres & des vignes de cette paroisse. En supposant la même nature du sol, &

les mêmes dépenses, le produit doit être nécessairement le même : nous avons déjà supposé les mêmes dépenses allouées, il suffiroit donc maintenant que l'estimateur examinât en détail & avec attention tous les cantons confiés à son inspection, & qu'il choisît dans les cantons différens, deux ou trois fermes, trois ou quatre maisons de vignes, plus ou moins, sur lesquelles il suivroit exactement tous les ans ses observations; il en dresseroit un état approuvé des fermiers ou propriétaires, & cet état pourroit alors servir de règle pour l'estimation du produit de toutes les autres fermes ou maisons de vigne du même canton. On sent bien qu'il n'est pas question d'apprécier ici les différences, qui peuvent se trouver dans les produits par l'industrie, ou les

dépenses plus ou moins considérables du cultivateur.

Indépendamment des fermes & des autres fonds, que l'estimateur auroit choisi particulièrement pour ses observations, il pourroit examiner encore tout le détail de la culture de la paroisse, & fournir au gouvernement toutes les instructions dont on pourroit avoir besoin sur cet important objet : j'observerai encore, que malgré tous ces détails, le même estimateur pourroit suffire pour plusieurs paroisses, sur-tout lorsque les circonstances du sol & de la culture se trouveroient à peu près semblables.

Il est question maintenant de pouvoir constater le prix commun des productions de chaque genre de culture dans chaque année courante : l'estima-

teur peut encore s'assurer très-facilement de cet article par le prix commun des marchés publics.

En préparant ainsi le travail & les observations nécessaires pour la connoissance des avances & des frais de la culture, ainsi que de la reproduction annuelle des fonds, le même estimateur pourroit être encore très-utile pour établir l'ordre provisoire, que nous avons indiqué. On pourroit soulager les campagnes d'un des plus rudes fardeaux qu'elles aient à supporter, en confiant au même préposé la recette de l'impôt territorial dans l'étendue de son district. Une fois que la perception seroit assise sur les propriétaires & sur leur revenu, elle ne causeroit plus le même embarras. La différence seroit nécessairement la même, que celle qui se trouve

ordinairement entre l'aisance des propriétaires, & celles des artisans & ouvriers qu'ils emploient.

On pourroit m'objecter ici, que les décisions du gouvernement n'auroient toujours pour fondement dans une matière si importante, que des faits qui dépendroient beaucoup du jugement & des idées de l'estimateur. Mais dans tous les cas où il est question de la fortune, de l'honneur & de la vie même des citoyens, le Souverain ne peut établir pour juges que d'autres citoyens. Tout dépend toujours dans l'administration de la probité & des lumières de ceux que l'on choisit pour leur en confier les détails. D'ailleurs, il seroit possible d'obvier à toute surprise & à toute prévarication, en obligeant les propriétaires de chaque paroisse ou de

chaque canton, de s'assembler à cette occasion & de nommer un ou deux députés de leur part, pour accompagner l'estimateur dans ses opérations; enfin en faisant imprimer & publier chaque année, l'état ou procès verbal de la quantité des différentes récoltes dans chaque paroisse & de leur valeur: on mettroit tous les propriétaires, en général, à portée de reconnoître la vérité des faits ou de les contrarier.

D'après l'état arrêté ainsi tous les ans dans chaque paroisse, de la quantité des diverses productions recueillies, du prix de ces productions à la vente de la première main, & des différentes dépenses de la culture, on auroit au bout du terme marqué une règle sûre pour estimer avec certitude la valeur du revenu de chaque propriétaire,

de chaque paroisse, de chaque canton & de chaque province du Royaume: il ne feroit plus question que de fixer la portion que le Souverain auroit à prendre dans ce revenu, pour satisfaire à toutes les dépenses du gouvernement. On doit sentir que sans toutes ces connoissances, il est impossible d'établir même aucune règle, ni aucune proportion dans les impôts, qui se perçoivent aujourd'hui directement sur les fonds, tels que les vingtièmes & les tailles.

Au reste, je suppose ici la continence des possessions de chaque propriétaire connue dans chaque paroisse; elle devroit l'être d'après les informations que le gouvernement en a fait faire bien des fois; mais comme on n'a jamais pris les précautions nécessaires

pour constater des faits si importants, il n'est pas douteux qu'il faudroit en venir à un nouveau dénombrement des fonds. Une simple déclaration de la part de chaque propriétaire pourroit suffire d'abord : mais pour que l'on puisse compter sur cette sorte de témoignage volontaire, il feroit nécessaire que ces déclarations fussent authentiques & faites dans la même forme, que celles que les vassaux rendent à leur Seigneur fuzerain ; que l'inspecteur du gouvernement fût chargé de les vérifier en cas de besoin, que l'état en fût de même imprimé par extrait & publié dans chaque paroisse.

Enfin, nous avons aujourd'hui une carte générale de la France où l'on trouve les moindres objets désignés : pourquoi n'y auroit-il pas quelque jour

un plan général de chaque paroisse, qui en désigneroit exactement les limites, & marqueroit la contenance & les bornes des différens clos de terre avec plus ou moins de détail ? Pourquoi cherchons-nous avec tant de travail & de dépense à étendre nos connoissances par des découvertes d'une utilité souvent très-éloignée, tandis que nous négligeons d'employer les arts & les sciences à nos besoins les plus intéressans & les plus journaliers ? Il me semble que l'on a exécuté ce que je propose dans plusieurs de nos provinces frontieres : pourquoi ne continueroit-on pas le même travail dans l'intérieur du Royaume ? Tout ceci exige de grandes dépenses ; mais ces dépenses une fois faites, le feroient pour toujours, & ne coûteroient peut-être pas

en tout, ce que coûte annuellement à la France la perception actuelle des impôts.

C O N C L U S I O N.

Il est impossible d'apprécier tout le mal qui résulte de l'abandon des vrais principes dans une partie si essentielle de l'administration, ni tout le bien que peut produire le retour à la vérité. Je vais cependant essayer de rassembler ici les principaux avantages du système proposé.

L'aifance & le bonheur des basses classes du peuple font la seule base sur laquelle on peut asseoir d'une manière solide la prospérité d'une nation. Plus il y a de travail dans un Etat, plus il acquiert de richesses ; plus il acquiert de richesses, plus il peut entretenir de

citoyens ; & réciproquement plus il peut entretenir de citoyens, plus il peut augmenter ses richesses & sa puissance.

Le premier principe de la grandeur & de la prospérité d'un Etat, est donc l'encouragement qu'on inspire pour le travail. Or l'homme ne travaille que pour jouir ; la difficulté seule ne peut pas encourager les hommes, ce n'est que le plaisir qui doit fuivre la difficulté vaincue ; laissez au peuple la jouissance paisible du fruit de son travail, & il fera laborieux ; ayez un peuple laborieux, & vous aurez un peuple riche : les fauvages ne cultivent point, parce que n'ayant point de loix, ils ne peuvent avoir de propriétés, ou de véritable assurance de celles qu'ils pourroient acquérir.

Lorsqu'un négociant a formé une

spéculation sur une marchandise, qu'un artisan a entrepris un ouvrage, le profit que le commerce leur accorde, est une condition nécessaire du pacte social établi naturellement entre le propriétaire & ses agens. L'assurance de ce profit est le seul motif d'encouragement pour l'industrie; la vicissitude du commerce rendant ce profit peu sûr, l'industrie a donc besoin d'être beaucoup moins inquiétée, que tout autre ordre de la société, dans la possession d'un bien qu'elle ne peut acquérir qu'au prix de tant de risques & de travaux.

Le plus grand inconvénient d'une administration, est donc de rendre le sort des travailleurs incertain. Une taxe qui enlève arbitrairement partie d'une rétribution déjà si douteuse par elle-même, décourage nécessairement & di-

minue le nombre des travailleurs; cette classe ne peut jamais être riche en général; qu'en proportion des services qu'elle rend aux propriétaires & à la société. Lorsque le cours du commerce réglera seul la part qu'elle doit prendre dans le produit des terres, il ne lui laissera toujours que ce qui lui est nécessaire; mais il lui laissera tout ce qui lui est nécessaire; le commerce seul connoît cette mesure, la concurrence seule peut la fixer.

Les travaux des cultivateurs ont encore bien plus besoin d'encouragement, que ceux de l'industrie proprement dite; ils sont, sans contredit, les plus essentiels au maintien de la société, & leur récompense est par elle-même encore plus sujette à l'incertitude. Si l'agriculteur, après avoir balancé la somme & les intérêts

de ses frais & de ses avances ; si après avoir mis en considération les intempéries de l'air & des saisons, les vicissitudes du commerce, il s'engage à rendre au propriétaire un certain produit net, sous peine d'en répondre sur toute sa fortune ; n'est-ce pas assez pour lui d'avoir à remplir un pareil engagement ? Comment peut-on exiger de lui qu'il soit encore soumis au paiement d'une taxe arbitraire levée avec d'autant plus de rigueur, que les préposés pour cette perception n'ont aucune connoissance réelle de ses affaires, ne peuvent entrer en aucune composition avec lui, & n'ont aucun intérêt à le ménager, supposé même qu'ils n'en aient pas à l'accabler ?

Si le cultivateur est forcé de prendre sur l'avance des frais nécessaires à la reproduction

reproduction de quoi satisfaire aux accidents & aux furtifs inattendus, il diminue le revenu total, & bientôt il est obligé de payer plus avec un revenu moindre. Alors il reconnoît, malgré lui, que son état le plus laborieux de la société, est encore le plus ingrat ; il abandonne sa charrue & va chercher dans les villes une servitude plus réelle en apparence, mais au fond plus douce ou du moins plus supportable.

Imposez le propriétaire, ce n'est plus le travail qui est chargé, mais seulement le revenu net, qui doit être regardé comme le présent de la nature, & dont une partie doit être destinée à la conservation du tout : le propriétaire jouit paisiblement des fruits de son héritage ; il ne craint plus qu'une amélioration coûteuse devienne le pré-

texte d'une surcharge plus accablante ; il s'abandonne au plaisir de créer de nouvelles productions , qui fournissant à l'existence d'un plus grand nombre de cultivateurs , embellissent sa demeure & augmentent sa domination sans l'étendre.

La renaissance des arts qui depuis cent ans a réveillé le génie de la nation , a fait faire quelque progrès à l'industrie & au commerce , malgré l'opposition de tant d'obstacles. Mais , combien ne devoit-on pas s'étonner , qu'avec tant de moyens , elle ait si peu fait encore !

Que notre imagination échauffée ne nous peigne point ici le bouleversement total de l'Etat ; mais observons tranquillement ce qui se passe sous nos yeux. Dans nos campagnes nous ver-

rons le laboureur pauvre , l'agriculture languissante , les races des animaux dégénérées , & plus encore peut-être celle des hommes : dans nos villes , le voiturier détourné de sa route , le navigateur retardé dans son départ , le négociant distrait de ses affaires pour répondre à des formalités vaines : les peines du crime infligées pour les transgressions les plus légères ; enfin par-tout les citoyens enveloppés dans les filets de la plus subtile chicane , sans autre ressource pour s'en débarrasser , que d'abandonner leur dépouille. Convenons encore , si l'on veut , que la société qui subsiste dans cet Etat depuis deux siècles , peut encore s'y soutenir long-tems.

Mais en fera-t-il moins vrai , qu'un nouveau système d'impôt , qui pourroit rendre tout d'un coup la fertilité à

148 *Rétablissement de l'impôt, &c.*

l'agriculture, l'aïfance au laboureur, la liberté au commerce, la tranquillité au commerçant, l'émulation à toutes les classes du travail, feroit l'établissement le plus digne d'occuper l'attention d'un Ministre éclairé, & de flatter les vues d'un Monarque bienfaïfant?

F I N.

T A B L E

DES CHAPITRES.

Idée de cet Ouvrage.
Avant propos.

CHAPITRE PREMIER.

Que tout impôt de quelque nature qu'il soit, retombe sur les propriétaires des terres. Pag. 1.

CHAPITRE II.

Des inconvéniens de la taxe personnelle. 19

CHAPITRE III.

Des inconvéniens de la taxe sur les denrées, marchandises & consommations. 32

CHAPITRE IV.

Qu'un impôt unique sur tous les fonds, n'est qu'un impôt sur toutes les consommations. 39

TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE V.

Qu'en reportant tous les impôts actuels sur les fonds, les propriétaires auroient toujours le même revenu. 45.

CHAPITRE VI.

De l'avance de l'impôt. 61.

CHAPITRE VII.

De l'impôt sur les terres comparé à la taxe personnelle & à l'impôt sur les consommations. 64.

CHAPITRE VIII.

Qu'il est impossible de parvenir à une évaluation régulière du revenu des fonds dans les circonstances présentes. 76.

CHAPITRE IX.

Comment en supprimant les impositions indirectes, on peut pourvoir pour un tems à la rentrée des revenus ordi-

TABLE DES CHAPITRES.

naires de l'Etat, sans avoir besoin d'une évaluation régulière du revenu des fonds. 85.

CHAPITRE X.

De la manière de connoître la valeur du revenu des fonds dans les différens genres de culture, d'après les circonstances supposées. 112.

CONCLUSION. 149.

Fin de la Table.

0422

